

ÉTUDE

Récits de campagnes

Quand les maires racontent leurs dernières élections municipales

Coordination :

_Florian Bercault et Olivia Fortin

Contributions :

_Fabien Aufrechter _Jean-Yves Brenier

_Daniel Cornalba _Sandrine Cosserat

_Baptiste de Fresse de Monval

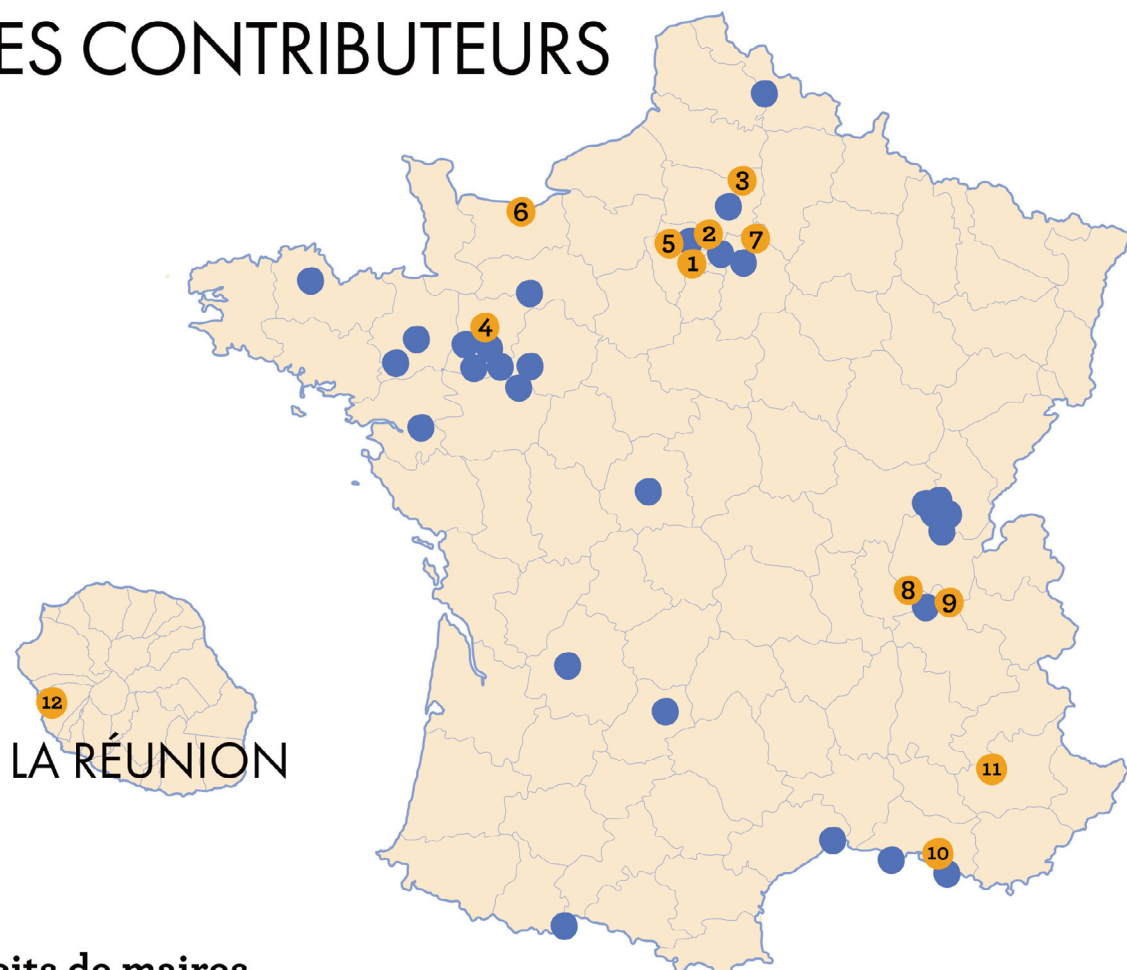
_Maxence Gille _Mohamed Gnabaly

_Karim Juhoor _Emmanuel Perrodin

_Pierre Schmit _Agnès Thouvenot



CARTE DE FRANCE DES CONTRIBUTEURS



Récits de maires



1 Daniel Cornalba
Maire de
L'Étang-la-Ville (78)



5 Fabien Aufrechter
Maire de
Verneuil-sur-Seine (78)



9 Jean-Yves Brenier
Maire de
Leyrieu (38)



2 Baptiste de Fresse
de Monval
Maire de
Margny-sur-Matz (60)



6 Pierre Schmit
Maire
d'Hermanville-
sur-Mer (14)



10 Olivia Fortin
Maire des 6^e et 8^e
arrondissements
de Marseille (13)



3 Mohamed
Gnabaly
Maire de
L'Île-Saint-Denis (93)



7 Maxence Gille
Ancien maire de
Lizy-sur-Ourcq (77)



11 Sandrine
Cosserat
Maire de Volonne (04)



4 Florian Bercault
Maire de
Laval (53)



8 Agnès
Thouvenot
1^{re} adjointe de
Villeurbanne (69)



12 Karim Juhoor
Maire de
Saint-Leu (97)

● Répondants au questionnaire

Préface

35 000 maires, et si on s'en servait ?

—Olivia Fortin

Maire des 6^e et 8^e arrondissements de Marseille

—Florian Bercault

Maire de Laval

Et si, demain, l'un des premiers gestes d'un nouveau gouvernement était de s'installer à Laval, Albi ou Saint-Dizier ? Non pour y tenir une réunion symbolique ou annoncer une politique conçue à Paris, mais pour travailler durablement avec toute la France, rurale, périurbaine, métropolitaine ou ultramarine.

Au Royaume-Uni, après neuf années à la tête du Grand Manchester, Andy Burnham vient de devenir Premier ministre. Quelques semaines après son arrivée à Downing Street, il choisit d'y réunir son gouvernement, et d'installer son bureau, loin de Londres. Une manière d'affirmer une conviction forgée dans l'expérience locale : on ne transforme pas un pays sous le prisme unique des habitants de sa capitale.

Les récits de campagne réunis dans cet ouvrage nous donnent de bonnes raisons d'y croire.

Nous ne prétendons pas, à travers ces textes, dresser un portrait exhaustif de la France au lendemain des élections municipales. Elle en propose une série de photographies, prises depuis des territoires différents par celles et ceux qui viennent de passer des mois à écouter leurs habitants.

Croisées avec les réponses à notre questionnaire¹, elles composent un récit nécessairement sensible, situé, mais aussi politique. À mesure que ces expériences

se répondent, des lignes communes apparaissent, et dépassent largement l'échelle municipale en disant quelque chose de la France dans laquelle nous vivons.

La première évidence est simple : les habitants parlent peu de grandes doctrines, quoi que... Ils savent parler de tout, mais commencent par leur quotidien, ce qu'ils connaissent, ce qu'ils vivent. Du médecin qu'ils ne trouvent plus, de l'école qui manque de moyens, du logement devenu inaccessible, de tout ce qui, peu à peu, rend leur quotidien plus difficile. Mais au-delà de ce qu'ils ressentent, les habitants sont bien conscients des choix politiques réalisés année après année et qui fragilisent leur vie. Le *numerus clausus* jamais remis en question par des corporatismes et des logiques gestionnaires, des grands principes éducatifs, comme l'école inclusive, sans s'assurer des moyens qu'elle implique, le manque de régulation des investissements immobiliers qui bénéficient aux seuls épargnants.

Partir de ce quotidien ne nous éloigne donc pas des grands enjeux nationaux. Il nous y ramène. Derrière les difficultés rencontrées localement se joue souvent la capacité de la puissance publique à remplir ses missions essentielles. La question nationale est déjà présente dans le quotidien local.

1. Un questionnaire a été adressé à plusieurs dizaines de candidats aux élections municipales de 2026, élus ou non à l'issue du scrutin, issus de communes de tailles et de territoires différents. Il les invitait à revenir sur leur expérience de campagne, les préoccupations exprimées par les habitants, les conditions de l'engagement local et les enseignements qu'ils en tiraient. Les réponses ont été recueillies dans une démarche qualitative, sans prétention à la représentativité statistique.

Et c'est vers les maires que remontent nombre de ces difficultés, y compris lorsque celles-ci dépassent largement leur champ d'action. Depuis des années, ils compensent, coordonnent, expérimentent, trouvent des réponses là où ils le peuvent. Cette capacité d'action locale est une force française. Elle ne peut pourtant pas devenir l'alibi d'un désengagement national ou d'éléments de langage simplistes et irresponsables.

Les récits réunis ici nous apprennent autre chose : les maires ne sont pas seulement ceux vers lesquels remontent les problèmes du pays. Ils peuvent être une partie de la réponse.

C'est la conviction qui anime le Printemps des maires. Nous affirmons que le rôle des maires ne se résume pas à la gestion quotidienne de leur commune. Leur engagement participe pleinement au récit national et à la réussite du pays. Faire commune, c'est déjà commencer à faire France : par la fierté d'appartenir à une terre, à un paysage, à une histoire longue, mais aussi par la construction quotidienne d'un destin commun. Nous voyons dans les maires une force vive qui fait vivre concrètement la République et porte la parole de la puissance publique au plus près des habitants. Parce qu'ils et elles sont comptables du résultat davantage que de la posture, les maires font quotidiennement l'expérience du compromis, de la coopération et du dépassement

partisan. Nous considérons enfin les maires comme un contre-pouvoir nécessaire face à la tentation de gouverner sans mesurer suffisamment les conséquences territoriales des décisions prises.

Cette place leur donne une responsabilité particulière dans les transformations qui nous attendent.

Le changement climatique en donne déjà un aperçu. Ce qui pouvait encore sembler une abstraction mondiale est désormais une expérience quotidienne : une école qu'il faut protéger de la chaleur, une rue qu'il faut végétaliser, une personne âgée qu'il faut accompagner, un massif qu'il faut défendre contre les incendies, un trait de côte qu'il faut protéger. À l'échelle locale, la transition cesse d'être seulement un objectif national : elle entre dans la vie des habitants.

La séquence nationale qui s'ouvre aurait beaucoup à apprendre de ces élections municipales. De ces récits, nous tirons une conviction : il faut reconstruire l'alliance entre l'État et les territoires.

Cela suppose un contrat de confiance. L'État a besoin des maires pour réussir les transformations du pays ; les maires ont besoin d'un État qui assume pleinement ses responsabilités. Tout candidat qui prétendra demain gouverner la France devrait donc dire non seulement ce qu'il entend faire pour les territoires, mais comment il entend gouverner avec eux.

Nous remercions chaleureusement **Diane Renaud, Cécile de Comarmond et Guillaume Vigouroux**, qui nous ont accompagnés dans la conception et la coordination de ce recueil.

Cinq questions pour tirer les enseignements des élections municipales de 2026

—Olivia Fortin

Maire des 6^e et 8^e arrondissements de Marseille

—Florian Bercault

Maire de Laval

Au-delà des différents récits de campagne, nous avons recueilli les témoignages de plusieurs dizaines de candidats aux élections municipales de 2026, qu'ils aient ou non accédé aux fonctions de maire, d'adjoint ou de conseiller municipal.

Ce panel, qui ne prétend pas à une représentativité statistique, rassemble des communes de tailles différentes et des territoires géographiquement diversifiés. L'enquête est donc avant tout qualitative : elle cherche moins à mesurer des comportements qu'à comprendre ce que ces élections disent du rapport des citoyens et des élus à la politique.

Notre démarche répond aussi à une autre ambition : recueillir la parole et créer un espace d'échange entre celles et ceux qui viennent de vivre une campagne municipale. Une campagne est un moment particulier de la vie démocratique. Pendant plusieurs mois, les candidats vont à la rencontre des habitants, frappent aux portes, tiennent des permanences, arpentent les marchés, participent à des réunions et recueillent une quantité considérable de paroles, d'inquiétudes, de colères, mais aussi d'attentes et d'espoirs. Une grande partie de cette matière disparaît une fois l'élection passée.

Nous avons voulu la conserver et la mettre en commun. Non pour faire des candidats les porte-parole exhaustifs de leurs habitants, mais parce que leur expérience constitue un poste d'observation singulier de la société française. En confrontant ce qui a été entendu dans des territoires différents, nous cherchons à faire apparaître ce qui relève d'une situation

locale et ce qui, au contraire, se retrouve d'une commune à l'autre.

Le questionnaire est donc autant un outil d'analyse qu'un prétexte à la conversation. Il permet de prendre le temps de revenir sur ce qui a été vécu, de mettre des mots sur ce qui a parfois été seulement ressenti pendant la campagne et de faire circuler les expériences. C'est aussi l'une des fonctions que nous voulons donner au Printemps des maires : créer un espace où les expériences locales ne restent pas isolées, où elles peuvent se répondre, s'enrichir et, mises en commun, contribuer à éclairer le débat national.

De ces témoignages émergent cinq enseignements principaux.

Entre local et national, où se situe désormais le « réel » politique ?

Le premier constat est celui d'un décalage profond entre la politique nationale et la politique locale. Là où la première semble souvent associée à la confrontation, à la communication en urgence et à l'abstraction, la seconde reste largement perçue comme celle du « réel ». Mais que recouvre précisément ce « réel » ?

D'abord, le concret : la politique municipale agit directement sur le cadre de vie, les équipements, les

services ou encore les espaces publics. Elle permet de mesurer plus facilement les effets d'une décision. Ensuite, la relation directe. Le maire et les élus sont identifiables, accessibles et rencontrés dans la vie quotidienne. La relation politique n'est pas seulement intermédiée par les médias ou les réseaux sociaux. Elle passe par une rencontre, une permanence, un marché, une association ou simplement un échange « au coin de la rue ». La politique locale est également décrite comme moins partisane. Les clivages existent, mais les candidats cherchent souvent à les dépasser pour construire des listes et répondre à des problèmes communs. Elle s'inscrit enfin davantage dans le temps long : transformer une rue, construire une école, revitaliser un centre-ville ou accompagner le vieillissement d'une population ne se résume pas au rythme de l'actualité nationale. À cela s'ajoute une dimension identitaire. Car le territoire reste un puissant espace d'appartenance, alors même que le sentiment d'appartenance à la communauté nationale peut être fragilisé.

Le local apparaît ainsi comme l'un des derniers espaces où la politique reste directement visible, incarnée et vérifiable. La crise de confiance pourrait alors être aussi une crise de la vérifiabilité de l'action publique : plus la décision s'éloigne, plus il devient difficile de savoir qui décide, qui agit et à qui demander des comptes. Le « réel » politique ne désigne donc pas seulement la proximité géographique : il désigne la possibilité de relier une décision, un responsable et un effet concret.

Au-delà de « à quoi sert la politique ? » : qui l'incarne et pour qui ?

Cette demande de proximité se heurte toutefois à une difficulté majeure : les conditions mêmes de l'engagement local se dégradent. Dans les petites communes notamment, les candidats évoquent la difficulté à constituer des listes, la réticence croissante à s'engager, la contrainte supplémentaire que peut représenter la recherche de la parité, mais aussi le manque de temps, la fatigue et la difficulté à

concilier mandat et vie professionnelle. Les indemnités sont souvent jugées insuffisantes pour permettre aux élus de consacrer pleinement leur temps au mandat.

Il existe donc un paradoxe : la société demande davantage de proximité aux élus au moment même où les conditions matérielles de cette proximité deviennent plus difficiles à réunir. Or derrière cette difficulté se joue aussi une question de représentation. Si exercer un mandat suppose de pouvoir réduire son activité professionnelle, absorber une charge importante de travail ou disposer d'une grande souplesse dans l'organisation de sa vie personnelle, tous les citoyens ne sont pas placés dans les mêmes conditions pour s'engager. Temps disponible, indemnisation, protection des élus, articulation avec la vie professionnelle, ressources administratives et accompagnement deviennent dès lors des enjeux démocratiques à part entière. La question « qui incarne la politique locale ? » en appelle une autre : qui peut matériellement se permettre de l'incarner ?

Les réponses apportées sur les publics convaincus pendant la campagne permettent de regarder cette question sous un autre angle. Les familles sont le groupe le plus fréquemment cité, devant les associations et les jeunes. Mais derrière ce classement apparaît surtout une politique municipale qui continue de circuler à travers les sociabilités ordinaires : familles, associations, commerçants et artisans, seniors, agriculteurs, voisins. Plusieurs répondants parlent ainsi de la « considération des associations et des citoyens », de la « redynamisation du village (associations, famille, jeunesse et seniors) » ou de la nécessité de « conserver la proximité et le lien social ». Dans une petite commune, l'un d'eux fixe comme priorité de « faire plus de liens, de créer des occasions et des espaces pour se voir et se rencontrer ».

La campagne municipale apparaît ainsi moins comme la rencontre entre une offre politique et un électorat abstrait que comme la mobilisation d'une société locale déjà traversée par des liens et des appartenances. Les habitants y sont aussi parents d'élèves, membres d'une association, commerçants, voisins, bénévoles ou usagers d'un service public. Un répondant décrit ainsi comme particulièrement « galvanisants » les événements ayant permis de « créer un collectif autour de la campagne ». Ces

espaces de sociabilité peuvent devenir des espaces de politisation : c'est parfois à partir d'un engagement associatif, d'une mobilisation locale ou d'une relation de voisinage que l'on passe du statut d'habitant à celui de soutien, de colistier, puis d'élu.

La question de l'incarnation se pose donc dans les deux sens : qui dispose des conditions nécessaires pour s'engager, mais aussi depuis quels liens et quels collectifs entre-t-on en politique ? À mesure que les partis structurent moins fortement la vie municipale, la vitalité de la démocratie locale dépend aussi de ces espaces intermédiaires où l'on rencontre les autres, où l'on apprend à agir ensemble et où peut naître l'envie de prendre une responsabilité.

L'État a-t-il encore les moyens de sa centralisation ?

Les municipales restent des élections locales, mais elles sont désormais traversées par des enjeux nationaux. On assiste à une forme de nationalisation indirecte du scrutin municipal : les habitants ne demandent pas nécessairement à leur maire de faire de la politique nationale, mais ils peuvent lui attribuer les conséquences de décisions prises à un autre niveau. C'est particulièrement visible sur les questions de santé, de sécurité ou plus généralement de services publics. Cette situation produit une confusion croissante des compétences. Les citoyens ne savent pas toujours qui décide de quoi et attendent du maire des réponses à des problèmes qui relèvent parfois de l'État. D'où une demande forte de pédagogie institutionnelle. La transparence ne consiste plus seulement à publier des informations mais elle consiste à expliquer les responsabilités, les contraintes et les marges de manœuvre de chacun. Cette confusion pousse également de nombreux candidats à « dépolitiser » leur campagne, au sens non pas de renoncer à la politique, mais de sortir des affrontements partisans pour se concentrer sur les problèmes du quotidien.

Les attentes exprimées par les habitants sont à cet égard révélatrices. Ils demandent d'abord que « la ville fonctionne » et qu'elle préserve leur qualité de

vie. Or leurs priorités relèvent souvent de compétences qui dépassent largement la commune : l'accès aux soins arrive en tête, devant la sécurité. Sur cette dernière question, plusieurs préoccupations se superposent : « incivilités », « vitesse », « éclairage public », nuisances ou sentiment d'insécurité. Une demande de sécurité peut ainsi progresser indépendamment de l'évolution des statistiques locales de délinquance. Viennent ensuite le commerce et la revitalisation des centres-villes, les transports, la voirie et les trottoirs, puis plus largement le cadre de vie.

Derrière beaucoup des préoccupations exprimées apparaît une même attente : être protégé dans les conditions ordinaires de la vie. La sécurité ne se réduit alors ni à la délinquance ni au maintien de l'ordre. Elle concerne aussi la possibilité de se soigner, de laisser un enfant se déplacer sans inquiétude, de vieillir sans être isolé, de traverser une canicule, d'accéder à une alimentation de qualité ou simplement de pouvoir compter sur des services essentiels lorsqu'un problème survient. Ces préoccupations peuvent sembler relever de politiques publiques différentes ; du point de vue des habitants, elles racontent pourtant une même vulnérabilité. Ce qui est demandé à la puissance publique, c'est d'abord de rendre la vie quotidienne suffisamment sûre pour que chacun puisse la mener sans avoir constamment à anticiper ce qui pourrait lui manquer. Cette conception élargie de la protection constitue peut-être l'un des enseignements les plus importants de ces témoignages : avant de promettre des horizons lointains, la politique doit garantir les conditions qui permettent simplement de vivre, de se projeter et de prendre soin des siens.

Pour autant, les habitants ne sont pas indifférents aux grands enjeux. Écologie, logement, solidarité, vieillissement ou transition prennent de l'importance dès lors qu'ils se traduisent en conséquences concrètes sur la vie quotidienne.

Derrière les demandes adressées aux communes se pose donc une question plus structurelle. L'État peut-il continuer à concentrer une part importante de la décision tout en étant de moins en moins capable d'assurer partout la présence et l'efficacité des politiques publiques dont il conserve la responsabilité ? La question de la décentralisation ne se résume dès lors ni à transférer de nouvelles compétences ni à

réclamer davantage de moyens. Elle invite à repenser la répartition entre un État capable de garantir des droits, des solidarités et un cap commun, et des collectivités disposant des ressources et des marges de manœuvre nécessaires pour adapter l'action publique aux réalités des territoires.

La démocratie représentative est-elle en crise ou en train de changer d'échelle ?

La défiance envers les institutions nationales est omniprésente dans les témoignages : sentiment de déconnexion, perte de confiance, impression que les responsables politiques défendent leurs propres intérêts, sentiment d'abandon des territoires. Mais cette défiance ne signifie pas nécessairement un rejet de toute forme de politique. Elle révèle plutôt un décalage entre la confiance interpersonnelle et la confiance institutionnelle. On peut ne plus croire « à la politique » tout en continuant à faire confiance à son maire. C'est ici que le mot « proximité » revient avec le plus de force. Pendant la campagne comme dans l'exercice du mandat, elle prend des formes très concrètes : porte-à-porte, marchés, permanences, réunions publiques ou de quartier, événements associatifs, conseils citoyens.

Ce qui est valorisé n'est pas seulement la capacité à communiquer, mais la capacité à répondre, expliquer, écouter et revenir vers l'habitant. On pourrait parler d'une « politique de l'attention » : une politique qui considère l'écoute et la disponibilité comme des formes d'action publique à part entière. La formule d'une « politique du bout du trottoir » résume bien cette évolution. L'efficacité politique peut se mesurer moins à la puissance d'un discours qu'à la capacité d'un élu à identifier un problème, à y répondre et à rendre compte de ce qui a été fait.

Les réseaux sociaux modifient cependant cette relation. Ils ne sont plus seulement un canal supplémentaire de campagne : ils deviennent un nouvel espace de confrontation politique, avec leurs possibilités de mobilisation mais aussi leurs risques d'intoxication et

de désinformation. L'arrivée de l'intelligence artificielle (IA) constitue déjà un nouvel étage de cette transformation.

Les campagnes municipales montrent ainsi que proximité numérique et proximité démocratique ne se confondent pas. Les réseaux sociaux permettent aux candidats et aux élus d'informer rapidement, de rendre visible leur action et de toucher directement une partie importante des habitants. Mais leur efficacité devient beaucoup plus incertaine lorsqu'il s'agit d'expliquer, de nuancer ou de débattre. La rapidité de circulation des contenus, la place prise par les polémiques, les images et les rumeurs, mais aussi la difficulté à rétablir une information une fois qu'elle s'est installée, transforment les conditions mêmes de la discussion politique. Les campagnes font ainsi apparaître un paradoxe : plus les outils numériques permettent de toucher facilement un grand nombre de personnes, plus le contact physique semble nécessaire pour construire de la confiance, confronter les arguments et accepter la complexité. Le porte-à-porte, les marchés ou les réunions ne survivent donc pas malgré la généralisation des réseaux sociaux : ils deviennent peut-être d'autant plus nécessaires que l'espace numérique peine à accueillir une véritable délibération.

Le quotidien est-il devenu le lieu des grandes transformations ?

Les témoignages recueillis invitent à se méfier d'une distinction trop simple entre les préoccupations du quotidien et les « grands enjeux » qui traversent le pays. Les habitants ne parlent pas nécessairement du changement climatique, du vieillissement ou des inégalités dans les termes employés par le débat national. Cela ne signifie pas que ces sujets leur sont étrangers. Ils apparaissent autrement, à travers leurs conséquences dans la vie de tous les jours.

Une réponse résume cette attente par une formule simple : « Ils veulent qu'on améliore leur quotidien. » Une autre parle d'une « aspiration à la vie simple, facile d'accès, conviviale ». Derrière cette apparente modestie se trouvent pourtant des transformations

considérables : pouvoir se déplacer, accéder aux services et aux soins, se loger, vieillir dans de bonnes conditions, continuer à vivre dans un territoire soumis au changement climatique.

Le changement climatique en fournit une illustration particulièrement nette. Plusieurs réponses ne le présentent plus comme une politique environnementale isolée, mais comme une réalité qui traverse désormais toutes les autres. « Les épisodes de sécheresse, les inondations, les vagues de chaleur et leurs conséquences sur nos modes de vie nous obligent à repenser notre manière d'habiter et d'organiser nos territoires », écrit ainsi l'un des répondants. Un autre associe directement parmi les priorités à venir « l'adaptation au réchauffement climatique et au vieillissement ».

Cette manière de relier les enjeux plutôt que de les isoler revient dans plusieurs témoignages. Santé, logement, mobilité ou travail sont d'abord décrits comme des préoccupations très concrètes, avant qu'un répondant ne formule l'enjeu qui les traverse : « La transition écologique ne pourra réussir que si elle améliore concrètement la vie des habitants et répond à leurs besoins fondamentaux. »

C'est un enseignement politique important. Il ne suffit pas de démontrer la nécessité d'une transformation pour qu'elle soit comprise ou désirée. Encore faut-il partir des usages, des contraintes et des attachements qui structurent la vie quotidienne. Les données techniques et l'expertise restent indispensables, mais elles ne suffisent pas à produire l'adhésion. Comme le formule l'une des réponses, « nous devons partir du vécu des habitants, comprendre leurs représentations, leurs inquiétudes, leurs aspirations et leurs usages ».

Le défi n'est donc pas de faire entrer les grands enjeux dans le quotidien des habitants : ils y sont déjà. Il est de construire les politiques publiques à partir de la manière dont ces enjeux y sont réellement vécus. C'est à cette condition que les transformations nécessaires pourront cesser d'apparaître comme des injonctions venues d'en haut pour devenir des amé-

liorations concrètes auxquelles chacun peut trouver intérêt à prendre part.

Ce que ces municipales disent du politique

Ces témoignages dessinent finalement un paradoxe. La défiance envers la politique semble forte, mais la demande de politique demeure. Ce qui est contesté n'est pas nécessairement l'action collective elle-même, mais une certaine manière de faire de la politique : trop lointaine, trop médiatisée, trop conflictuelle et trop peu lisible.

À l'inverse, la politique locale conserve une forme de crédit parce qu'elle est incarnée, concrète, relationnelle et vérifiable. Mais ce crédit est fragile. On demande aux maires d'être davantage présents, disponibles et capables de résoudre des problèmes toujours plus nombreux, alors même qu'ils disposent de moins en moins de temps, de moyens humains et parfois de marges de manœuvre.

Ces réponses invitent donc à ne pas opposer le local et le national, pas plus que le quotidien et les grandes transformations. Les territoires ne demandent pas à se substituer à l'État, mais à pouvoir agir aux côtés d'un État qui protège, garantit l'égalité et fixe un cap. Quant aux grands enjeux, ils sont déjà présents dans la vie quotidienne : c'est à travers le logement, les transports, la santé, le pouvoir d'achat ou les épisodes de chaleur que les habitants en font concrètement l'expérience.

Les citoyens ne demandent donc pas moins de politique. Ils demandent une politique plus lisible, plus proche de ses conséquences et plus capable de produire des effets dans leur vie. Partir du quotidien n'est pas réduire l'ambition : c'est retrouver le point depuis lequel un cap collectif peut redevenir compréhensible, crédible et désirable.

Un regard sur la démocratie de proximité dans le Revermont

—Emmanuel Perrodin

Chef cuisinier marseillais originaire du Jura, historien de formation, Emmanuel Perrodin sait que les choses auxquelles on tient se construisent rarement dans la précipitation. En cuisine, comme dans la vie collective, il faut du temps, des gestes justes et une attention particulière à la manière dont on prépare la table avant d'espérer partager le repas. C'est avec ce regard qu'il retourne dans le Revermont, sur ses terres d'origine, interroger cinq maires ruraux sur l'état de la démocratie communale. Suppression du panachage, nouvelles règles de parité, montée en puissance des intercommunalités, recul des marges de manœuvre et fragilisation des services de proximité : à travers ce pays précis, ses villages, ses élus et ses usages, il raconte quelque chose du pays tout entier. Son enquête interroge ce qui arrive à cette démocratie particulière qui se noue dans les villages, faite de connaissance mutuelle, de disponibilité et de temps long. Elle pose finalement une question simple : à force de rationaliser l'organisation territoriale, ne risque-t-on pas de défaire les conditions mêmes qui permettent encore de faire communauté ?

On ne malaxe pas le pays comme on tourne une sauce trop vite. Il y a des gestes précis, une façon de respecter le feu et la coupe qui commandent le goût des choses. Je discutais l'autre jour avec un ami d'enfance, Dominique Nicod. Pour lui, la dernière réforme du mode de scrutin dans les communes de moins de 1 000 habitants ne se discute pas : c'est le dernier coup de boutoir porté à la démocratie de proximité. Il n'ira plus voter. À quoi bon ?

Cet échange m'a ramené au pays, à cette vérité qui traverse nos campagnes. Partout, la démocratie en milieu rural vit un grand écart. D'un côté, elle reste l'un des rares espaces où l'attachement civique et la confiance restent vigoureux, au fond des mairies de village. De l'autre, elle subit des réformes en chambre qui fragilisent en profondeur le « fait communal », comme si l'on voulait changer d'un coup la recette d'un plat qu'on nourrit de patience depuis des générations.

C'est ici que se noue le grand paradoxe de l'organisation territoriale française. La France compte 25 454 communes de moins de 1 000 habitants ; près des trois quarts des communes du pays regroupent à peine un dixième de la population. Cela dit tout du poids de

la France rurale en nombre de clochers, face à la concentration urbaine.

Entre Marseille, où je vis, et mes terres d'origine, j'ai aussi échangé avec Élisabeth Caron, responsable du pôle Partenaires et territoires à la Caisse d'allocations familiales (CAF) du Rhône, familière de l'accompagnement des politiques sociales auprès des communes. Comme Dominique, elle vit au Val-d'Épy. Pour elle, les réformes menées ces dernières années ont affaibli la démocratie locale : le transfert de compétences, comme la petite enfance, la jeunesse ou l'action sociale, vers des communautés de communes élues au suffrage indirect échappe au contrôle direct des citoyens ; les nouvelles règles encadrant les listes électorales privent les habitants de toute liberté de choix face à des listes uniques, parfois controversées. Derrière ces restructurations successives, elle voit se dessiner le vrai projet de l'État : concentrer les interlocuteurs pour alléger la machine administrative, quitte à distendre le lien civique.

De ces discussions avec Dominique Nicod et Élisabeth Caron est venue l'idée d'aller voir un peu plus loin. Autant aller sur le terrain écouter celles et ceux qui vivent cette réalité au quotidien, dans ce bout de

terre où je viens me ressourcer plusieurs fois par an : le Sud-Jura, et plus particulièrement mon village du Val-d'Épy, avec ses combes, ses plateaux calcaires et ses murgers de pierre sèche. J'ai sollicité plusieurs maires de ce bassin de vie : Frédéric Bride, maire de Val-Suran (750 habitants) depuis 2017 ; Claude Gandillet, maire de Thoissia (34 habitants) depuis 2014 ; Michel Ganneval, maire du Val-d'Épy (350 habitants) depuis 2001 ; Jean-Christophe Gay, maire de Digna (360 habitants) depuis 2020 ; et Bruno Raffin, maire de Coligny (1 304 habitants) depuis 2014. Sa commune est dans l'Ain et dépasse le seuil des 1 000 habitants, mais elle reste un pilier de ce bassin de vie, et Bruno Raffin a, de plus, le recul d'une précédente réforme électorale.

Je leur ai soumis à tous un questionnaire précis. Ils ont pris le temps de me répondre, souvent autour d'un café, parfois par téléphone. Les transcriptions de ces entretiens et les réponses écrites du maire de Thoissia nourrissent cette synthèse.

Cette courte enquête m'a fait découvrir la beauté discrète du travail de maire. Faire vivre la communauté, veiller au quotidien de la commune, conserver la mémoire exacte des chemins et des parcelles : tous témoignent d'un sens du devoir civique qui force l'admiration. Au-delà de la gestion immédiate, ces élus portent le souci de la transmission ; ils agissent avec la volonté d'inscrire leur commune dans un temps long, en pleine conscience de son histoire et tournés vers demain. Chaque liste de candidats se prépare longtemps à l'avance, avec la volonté d'insuffler un renouveau générationnel, de confier des responsabilités aux plus jeunes, et de garder une équipe où se mêlent les expériences.

La campagne municipale et les nouvelles règles électorales

Confiscation du vote et fin du panachage : la mort de la démocratie de proximité ?

Point central de l'incompréhension des administrés comme des élus : la suppression de la possibilité de

raier ou d'ajouter des noms sur les bulletins de vote, dans les communes de moins de 1 000 habitants.

À Coligny, Bruno Raffin nuance : pour l'équipe municipale en place, ces modifications n'ont pas bouleversé l'exercice du mandat. Pour les électeurs, en revanche, l'impossibilité de rayer ou de panacher a changé le sens du geste électoral. À quoi bon se déplacer pour entériner une liste figée, où toute nuance est bannie, si ce n'est pour glisser un bulletin blanc noyé dans l'abstention ? Bruno Raffin ajoute : « J'aimais bien ce mode de scrutin où on pouvait rayer les noms parce qu'on pouvait tout de suite voir à la conception de notre conseil municipal qui allait bien passer en adjoint, qui allait être compliqué à faire passer [...] Aujourd'hui, on ne sait pas. »

Les administrés se sentent pris en otage. Il n'est plus possible d'écarter un candidat dont la probité ou les idées posent question. Le maire de Digna cite l'exemple de communes voisines où des profils controversés s'imposent sur des listes uniques, sans qu'aucune alternative ne puisse être montée. Beaucoup choisissent alors l'abstention ou le vote blanc, qui n'est pas comptabilisé comme un suffrage d'opposition. Ses administrés, dit-il, n'ont tout simplement pas compris pourquoi ils ne pouvaient plus rayer.

À Val-Suran, ce verrouillage s'est traduit par une désertion des urnes : des électeurs, se sentant piégés par l'impossibilité de nuancer leur choix ou d'écarter certains profils, ont préféré boudier le scrutin, y voyant la suppression pure et simple d'un droit démocratique. La même frustration s'exprime au Val-d'Épy, chez Michel Ganneval.

L'évolution de la participation à Thoissia est parlante : en 2014, quand le nombre de candidats dépassait le nombre de sièges, la participation atteignait 84,44 % ; en 2020, elle tombait à 66,67 % ; en 2026, face à la liste unique verrouillée, elle descend à 64,44 %. Quand les électeurs ont un vrai choix, ils se mobilisent.

Le casse-tête de la parité et de l'alternance

L'autre grand motif de crispation est l'obligation de liste paritaire et d'alternance stricte, pour les sièges comme pour les postes d'adjoints.

À Digna, le maire pointe les contradictions du dispositif : une parité rigide et une alternance binaire, pensées pour corriger des déséquilibres structurels, s'accommodent mal de la réalité des petites communes, où priment d'abord les compétences, la disponibilité et la volonté d'agir. Des équipes qui fonctionnaient bien avec des délégations portées par deux femmes et un homme, selon les profils disponibles, se retrouvent empêchées par le carcan de l'alternance stricte, qui prive la commune d'énergies précieuses. L'application mathématique de la parité dans les conseils aux effectifs impairs oblige même à des artifices réglementaires, comme l'exclusion du maire du calcul, pour masquer une équation qui ne tombe jamais juste. Au Val-d'Épy, Michel Ganneval confirme que cette obligation a été un frein réel dans la constitution de l'équipe : « C'est de l'artificiel, ce n'est pas de la motivation. Il y a des gens qui n'ont pas la fibre... Forcément que c'est un frein. »

À Thoissia, même constat : appliquer la parité sur un conseil de sept membres relève de la haute voltige administrative et ne correspond pas toujours aux dynamiques d'engagement du village.

À Coligny, Bruno Raffin partage la même réserve : faire du genre un critère supérieur aux compétences et à l'expérience de terrain laisse un goût amer, d'autant que la vie municipale a toujours su trouver, seule et de façon pragmatique, ses propres équilibres.

L'absurdité du quorum

La disparition du quorum finit de vider le scrutin de sa substance : il n'y a plus de nombre minimal de votants pour valider l'élection. Le maire de Digna raconte, avec un humour un peu grinçant, que le matin du dernier scrutin, en ouvrant le bureau de vote à 8 heures et en déposant son propre bulletin, la liste unique était déjà *de facto* élue. « On aurait pu fermer », ironise-t-il. « Si on voulait faire en sorte que les gens n'aient plus du tout envie de faire de la politique, on ne s'y prendrait pas mieux. »

Communes et intercommunalité

Le transfert progressif des compétences vers les intercommunalités réduit le champ d'action des municipalités rurales à peu de chose.

À Coligny, Bruno Raffin décrit la lutte quotidienne qu'impose le mandat face à cet empiètement : pour garder une capacité d'orientation et préserver le poids du village, il faut se battre en permanence. Les textes normatifs s'accumulent et se contredisent parfois, touchant aussi bien les particuliers que les entrepreneurs locaux. Certains collègues, en intercommunalité, verraient volontiers la commune réduite à un simple bureau d'état civil pour les mariages du samedi. Lui refuse cette position : on n'est pas élu pour déléguer l'âme de son territoire, mais pour porter la voix directe du terrain.

À Digna, l'exigence est claire : le conseil municipal doit retrouver un vrai pouvoir de décision. Il ne s'agit pas seulement de gérer l'implantation d'un poteau ou le choix des parterres floraux, mais de peser sur les orientations de la commune. Le transfert de certaines compétences à l'intercommunalité pouvait se justifier techniquement ; priver totalement les élus locaux de tout droit de regard ou de veto, en revanche, est une impasse démocratique.

Entre impuissance institutionnelle et résilience du lien social

Le rôle irremplaçable du tissu associatif et de la proximité

Malgré le sentiment d'inutilité que créent des décisions structurantes prises loin et une charge administrative de plus en plus lourde, l'attachement au territoire tient bon. Le dernier rempart de cette démocratie rurale est son maillage humain. Au Val-d'Épy, Michel Ganneval insiste sur le rôle du tissu associatif comme outil d'intégration et de démocratie

vivante. À Thoissia, c'est par le contact direct – ces discussions au coin d'un bois ou sur le pas de la porte – que se tisse la vie civique, au-delà des structures formelles. Le principal souci, insiste Bruno Raffin, reste la préservation des services de proximité. Comme le résume le maire de Val-Suran, ce travail n'est pas fait pour la gloire personnelle, mais pour les générations futures, « pour maintenir quelque chose de vivant » sur leurs terres.

Le maintien des services

Le maire de Val-Suran illustre bien la difficulté de maintenir des services de base en zone rurale. Face à la désertification médicale, sa commune a dû financer sur ses propres fonds, à hauteur de 25 000 à 30 000 euros, le recrutement et l'installation d'un médecin, notamment via des partenariats en Belgique, sans aide des communes voisines, qui profitent pourtant du cabinet médical. Pour maintenir un distributeur automatique de billets ou une boulangerie-épicerie, la commune verse aussi des subventions mensuelles substantielles – environ 900 à 1 000 euros par mois pour le seul distributeur.

Les maires se retrouvent ainsi avec de moins en moins de leviers réglementaires et financiers, tout en étant sommés par leurs administrés de régler l'ensemble des problèmes du quotidien : voirie, commerces, santé, sécurité. Pour les habitants de Val-Suran, comme pour l'ensemble de ces communes, défendre les services de proximité est l'urgence absolue.

D'autres élus, comme Bruno Raffin à Coligny, partagent une conviction proche : la mutualisation des services reste indispensable, à condition qu'elle ne devienne pas un simple prétexte à l'absorption des communes.

Le mur des contraintes : « Des finances et de la liberté »

Sur ce qui manque le plus aujourd'hui pour répondre aux besoins des habitants, Bruno Raffin et Claude Gandillet sont sans appel : « Des finances. Et un peu plus de liberté sur nos choix de développement. »

L'encadrement normatif est devenu, pour eux, une véritable camisole.

Des défis à venir

À ces inquiétudes s'ajoutent des défis écologiques et réglementaires de taille, notamment l'accès futur à l'eau et les bouleversements liés à la loi zéro artificialisation nette (ZAN). Le maire de Digna redoute qu'au-delà des considérations climatiques, légitimes, l'application de ces décrets engendre un sentiment de spoliation : des terrains gardés comme épargne foncière et reconnus constructibles voient leur valeur chuter du jour au lendemain, passant de dizaines d'euros le mètre carré à quelques centimes à l'horizon 2030. Une pédagogie douloureuse, que les municipalités doivent porter seules sur le terrain.

Le sacerdoce républicain entre climat humain tendu et État intermittent

Tous les élus interrogés s'accordent sur les raisons de la désaffection pour le mandat municipal. Pour Bruno Raffin, elle vient d'abord d'un changement du climat humain : un individualisme croissant marque de plus en plus les relations avec les administrés, qui exigent des services toujours meilleurs malgré des budgets en baisse.

S'y ajoute l'amertume face à un État jugé intermittent. Bruno Raffin rappelle que les pouvoirs publics ne mettent les maires en avant que lorsque la République vacille – comme lors de la crise des « gilets jaunes » – avant de les oublier et de leur imposer de nouvelles injonctions. Cette frustration n'alimente pas forcément une crise de régime : la défiance vise davantage certains personnages politiques que l'organisation de la V^e République.

Quand les décisions se prennent dans des instances intercommunales lointaines, le maire a parfois le sentiment de n'être plus qu'un agent d'enregistrement, ou un gestionnaire de doléances mineures. Le maire

de Thoissia résume, avec une pointe d'autodérision, que la fonction se réduit parfois à administrer le quotidien : gérer les conflits de voisinage, s'occuper du ramassage des poubelles ou régler la divagation des chats errants. Il faut aimer fouiller les textes et manier l'argumentation juridique pour que le mandat garde du sel.

Ces quelques entretiens m'ont montré une démocratie rurale résiliente. En voulant remplacer la délibération vivante du village par des mécaniques de blocs, de listes fermées et d'appareils technocratiques, le législateur prend le risque de distendre le lien civique. Entre la verticalité des réformes nationales et la technocratie intercommunale, les maires rappellent que la vitalité de la République tient d'abord au respect du fait communal et à la liberté d'action des élus de terrain.

Le désenchantement guette pourtant : plusieurs élus ont ironisé, au fil des entretiens, sur le fait qu'à ce rythme, les mairies n'auront bientôt plus d'autre rôle qu'une simple antenne France Services, réduisant l'édile à un guichetier du quotidien.

Cette relégation administrative va à l'encontre du besoin réel des habitants. À la question de savoir ce

qui lui manquait le plus aujourd'hui pour répondre aux attentes de ses administrés, Michel Ganneval a laissé s'installer un long silence avant de répondre : « Je pense que je vais te faire une réponse un peu toute bête : le temps. » Le temps de s'asseoir, d'échanger, de prêter attention à l'autre. En milieu rural, le rôle de l'élu est aussi d'être au chevet de ses concitoyens, de prendre le temps de « détricoter et retrecoter ce qu'ils entendent à l'extérieur » et de les remettre en confiance.

C'est bien de cela qu'il s'agit : redonner au fait communal le goût de son propre temps. On ne gouverne pas un village à la hache, pas plus qu'on ne décrète la vitalité d'un territoire à coups de circulaires et de réformes en chambre. Si la démocratie de proximité vacille aujourd'hui, ce n'est pas faute d'énergie chez ceux qui la portent, mais faute d'air pour respirer.

Au bout du compte, le dernier mot ne reviendra jamais aux tableaux froids, mais à ces femmes et ces hommes qui, fidèles au poste, continuent de tenir la marmite, veillant à ce que le feu ne s'éteigne jamais sous les clochers.

Rythmes de campagne

—Fabien Aufrechter

Maire de Verneuil-sur-Seine (78)

Maire de Verneuil-sur-Seine, commune de 16 000 habitants des Yvelines, Fabien Aufrechter se présente en 2026 pour un deuxième mandat. Contrairement à sa première campagne, il aborde cette élection avec un bilan, une notoriété et une équipe déjà constituée, mais aussi avec la nécessité de retrouver une dynamique de conquête sans confondre le temps du maire et celui du candidat. De la constitution de l'équipe au porte-à-porte, de l'annonce de sa candidature à un second tour disputé, il raconte la campagne comme une succession de rythmes qu'il faut savoir maîtriser. Une expérience qui éclaire plus largement la coexistence de plusieurs temporalités en politique locale : l'immédiateté des réseaux sociaux, le quotidien des habitants, le temps de la campagne et celui, beaucoup plus long, de la transformation d'une ville.

“ La campagne n'était qu'un prélude. Le mandat est l'œuvre. ”

Une campagne est une longue portée musicale. Lorsqu'on l'observe de loin, on retient souvent le concert final : les réunions publiques, les débats, les marchés, les tracts, les résultats. Mais ceux qui l'ont vécue de l'intérieur savent qu'avant la représentation, il y a des mois d'écriture, de répétitions et d'ajustements.

Tout est affaire de rythme.

Il faut trouver la bonne clef d'entrée pour constituer son équipe : ni trop tôt, au risque de l'essouffler, ni trop tard, au risque de manquer d'élan. Il faut trouver le tempo pour annoncer une proposition, quand la mûrir encore, quand prendre la parole et quand laisser les habitants s'exprimer. Il faut discerner les crescendos nécessaires et dessiner parfois les temps de pause.

Chaque note compte, mais c'est leur enchaînement qui crée l'harmonie.

La campagne municipale est ainsi un exercice singulier où plusieurs temporalités se rencontrent. Le temps court de l'actualité et des réseaux sociaux. Le temps quotidien des habitants, fait d'attentes concrètes et immédiates. Le temps plus long des projets municipaux, qui nécessitent souvent plusieurs années pour se concrétiser. Et, enfin, le temps de la

ville elle-même, celui qui dépasse les mandats et inscrit chaque décision dans une histoire collective.

À Verneuil-sur-Seine, cette campagne m'a rappelé que la politique locale est peut-être avant tout un art de la cadence. Savoir où l'on veut aller ne suffit pas ; il faut aussi savoir quand agir, quand convaincre, quand fédérer et quand laisser le temps faire son œuvre. Et une « élection » n'a rien à voir en la matière avec une « réélection ».

Ma candidature à un deuxième mandat était une évidence. Mais je tenais à maintenir un peu de suspense ; au-delà du secret de polichinelle. Et cela précisément pour garder la main sur le rythme de la campagne.

Tout a donc commencé *pianissimo* dès le mois d'août 2025. Avec un lancement de campagne presque invisible, sans communication. La stratégie était ciselée : relancer comme en 2020 un porte-à-porte géant sur la base d'un questionnaire, jusqu'à Noël.

L'objectif était de motiver les militants et voir déjà combien allaient être de la partie. Au total, ce sont plus de 80 personnes qui ont ensuite participé à ma campagne. Et tout le monde n'attendait qu'une seule chose : l'annonce de ma candidature. Le *timing* le plus logique, au regard de ce qui se passait dans les autres villes, semblait être pour la fin d'année 2025.

Mais j'ai préféré prendre mon temps, en *adagio*, pour conjuguer vivacité et agilité.

Début janvier 2026, j'ai annoncé par le biais d'un tract la date de mon lancement de campagne : le 31 janvier. Une date permettant d'inviter les habitants à des vœux politiques durant lesquels j'allais pouvoir annoncer les choses, sans laisser la possibilité à d'autres candidats de surenchérir sur le même format de vœux, en raison justement de la date qui clôturait le mois de janvier. Le cap était donné : il fallait maintenant s'y diriger *andante*.

L'objectif était de laisser le désir monter, d'attiser la curiosité et de faire salle pleine. Ce qui fut efficace. Mais alors que tout le monde attendait mon programme, j'ai encore une fois temporisé pour me limiter à une chose : présenter ma candidature en l'appuyant du bilan de notre porte-à-porte. Pour justement enchaîner de suite avec l'attente toujours plus vive du programme : *attacca*.

Les autres candidats étaient pris de court. Ils se retrouvaient obligés de dégainer leurs projets et visions. Tandis que, jusqu'au dernier moment, je laissais le temps jouer en ma faveur, pour ne présenter mon programme qu'une fois les autres publiés. Il faut dire que ma vision s'inscrivait dans la continuité des actions menées depuis six ans, et que mon meilleur programme restait mon bilan.

J'ai ensuite présenté mon équipe, fortement renouvelée. Les cartes étaient abattues et venait le temps d'une campagne *maestoso*. Le moment se voulait précis, car l'idée n'était pas de se fâcher avec les personnes refusées : il n'y a rien de plus dur que de dire à des personnes qu'on apprécie qu'on ne pourra pas repartir avec elle pour des raisons politiques (souvent inaudibles) ; tout en devant « embarquer » des personnes moins partantes (mais essentielles politiquement). Il fallait donc agir avec le plus de doigté possible : *pizzicato*.

Ces annonces faites, les dernières semaines de campagne ont vu deux mondes s'affronter : le terrain sur lequel j'étais en force ; contre les réseaux sociaux largement dominés par les autres candidats. Mais je restais confiant sur le fait que les discussions longues en porte-à-porte étaient le meilleur rythme face au « tac-au-tac » de Facebook, très éloigné de la vraie vie.

Dès que j'ouvrais mon smartphone, la politique devenait politicienne, méchante et peu intéressante. Tandis qu'au contact des habitants, les tendances étaient claires : mobilité, sécurité et protection du cadre de vie dominaient les échanges. Être maire, c'est être au contact des réalités ; être en campagne, c'est les voir resurgir plus directement que jamais. C'est prendre un shot de lucidité : *appassionato*.

Je suis arrivé largement en tête au premier tour des élections municipales, mais pas suffisamment pour l'emporter sans deuxième manche. Le temps allait d'un coup se condenser. Il fallait faire la différence en cinq jours de campagne, tout en sachant que les autres listes n'avaient plus rien à perdre. L'IA devenait leur arme stratégique, car elle leur permettait de créer des images de synthèse et des contenus qui pouvaient effrayer les électeurs (via des documents souvent imprimés et boîtés) : sur le court terme, faire peur est une stratégie efficace. *Slancio*.

Pendant une semaine, les nuits étaient utilisées pour produire puis distribuer en boîtage les tracts. Et les jours permettaient d'aller au contact : aux gares, sur des événements, aux écoles, etc. Nous n'avons pas beaucoup dormi : *accelerando*. Et j'ai pu compter sur une équipe plus soudée et solide que jamais. Et lorsque le 22 mars 2026 au soir, j'ai été réélu avec 52 % des voix, je savais que je pouvais compter sur des élus dévoués pour notre ville.

D'un coup, la campagne s'achève.

Les affiches disparaissent, les tracts se rangent, les polémiques se font plus rares. Le tumulte électoral s'efface peu à peu derrière le travail patient de l'action publique. La course effrénée post-premier tour n'est pas tout à fait terminée. Il reste une semaine pour constituer son équipe d'adjoints et de conseillers délégués. Mais aussi pour préparer le conseil municipal d'installation, puis pour tenir l'échéance de fin avril : il reste légalement cinq semaines pour préparer et voter le budget de la ville ; et, entre temps, commencer à poser un certain nombre de jalons politiques pour ouvrir le mandat.

Pas une seconde de repos ni de répit. Car le mandat s'ouvre sur des impératifs : former les nouveaux élus, articuler les relations agents-élus, poser les caps politiques... Mais peu à peu, la petite musique de la

« gestion » l'emporte sur celle de la « campagne ». Avec un orchestre agents-élus plus fort que jamais : *animato*.

Les habitants, eux, ne vivent pas au rythme des campagnes ; ils vivent au rythme de leur quotidien. Et c'est finalement pour cela que l'on est élu. Car une réélection n'est pas le point culminant d'une partition. Elle n'en est qu'une modulation.

Une nouvelle phrase musicale commence alors à s'écrire, plus discrète, plus exigeante aussi. Les promesses doivent trouver leur traduction dans les projets, les ambitions dans les réalisations, les convictions dans les arbitrages. Le temps politique cesse d'être celui de la conquête pour redevenir celui de la construction.

Au fond, être maire consiste peut-être simplement à écouter. Écouter les inquiétudes, les espoirs, les

colères parfois, les rêves souvent. Écouter sa ville pour en saisir le rythme profond. Et tenter, mesure après mesure, d'accorder l'action publique à cette mélodie collective.

La campagne n'était qu'un prélude. Le mandat est l'œuvre.

Arrivé en tête du premier tour avec 48,28 % des suffrages exprimés, Fabien Aufrechter manque de peu une réélection immédiate. Au second tour, le 22 mars 2026, sa liste « Naturellement Verneuil » l'emporte avec 52,30 % des voix, devant celles de Blaise François-Dainville (40,13 %) et Georges-Édouard Bacle (7,57 %), et obtient 26 des 33 sièges du conseil municipal. Fabien Aufrechter est réélu maire de Verneuil-sur-Seine le 28 mars 2026.

La mue

—**Florian Bercault**

Maire de Laval (53)

Élu maire de Laval en 2020 à 30 ans, à l'issue d'une campagne citoyenne qui avait déjoué les pronostics, Florian Bercault aborde les municipales de 2026 dans une position radicalement différente : celle d'un maire sortant confronté à son bilan et au jugement des habitants. Six années de mandat, marquées par les crises comme par la transformation de la ville, ont fait du candidat novice un élu expérimenté. Mais comment redevenir candidat lorsque l'on est devenu maire ? À travers la métaphore de la mue, Florian Bercault raconte les transformations successives qu'impose l'engagement politique : entrer dans la fonction, se confronter au réel, retourner sur le terrain et accepter, au moment de solliciter à nouveau la confiance des électeurs, de remettre en jeu ses certitudes autant que son mandat.

“ La mue, chez le reptile, est périlleuse. L'animal est plus vulnérable pendant qu'il se défait de son ancienne peau. C'est vrai aussi pour l'élu. ”

Il existe, dans le règne animal, un phénomène à la fois banal et stupéfiant : la mue. Certains reptiles changent intégralement de peau pour grandir. Certains mammifères muent pour se fondre dans un paysage qui a changé autour d'eux. La mue n'est pas un luxe. Elle est une nécessité vitale. Sans elle, la croissance est impossible, la survie compromise. La politique m'a appris qu'elle s'applique aussi aux élus et aux maires, peut-être surtout à eux.

Première mue : naître candidat

En 2020, je n'avais pas le costume du maire. Je n'en avais pas l'âge attendu ni les antécédents familiaux. L'âge moyen des maires en 2020 est de 59 ans, moins de 4 % d'entre eux seulement ont moins de 40 ans. Sans étiquette partisane ni parcours militant balisé, avec un ancrage à gauche assumé, jeune entrepreneur, la carrière politique n'était pas une évidence. La campagne que nous avons menée à Laval a été une aventure humaine, conviviale et festive. Avec une liste de citoyens engagés, mais pas connus et sans expérience élective, des soirées à planifier sur des coins de table, un triporteur pour battre le pavé

lavallois, des porte-à-porte géants dans des quartiers où personne ne nous attendait, la victoire était loin d'être programmée. Nous incarnions le changement, parce que nous étions, réellement et sincèrement, du changement. La victoire, au soir du second tour, a tout d'une victoire surprise, à commencer par nous surprendre. Dans un contexte de pandémie de Covid-19 qui figeait la ville et chahutait les certitudes, quelque chose d'inattendu venait de se produire. Une fusion de deux listes de gauche, l'une citoyenne, l'autre partisane, entre les deux tours. Une promesse faite collectivement à 50 000 habitants.

Alors que nous avons réussi à faire de cette candidature inattendue une vraie alternative pour Laval, il restait à entreprendre la mue suivante, la plus exigeante.

Deuxième mue : devenir maire

On ne devient pas maire en une nuit. Si, tout de suite, on sent le poids des responsabilités, on entre dans la fonction comme on entre dans un fleuve : d'abord les pieds, puis les genoux, puis le courant vous prend tout entier. L'administration, les dossiers

urgents, les arbitrages complexes, les responsabilités qui s'accumulent avant même que le bureau ne soit rangé : tout cela forge une posture, un regard, une manière d'être. Le costume se tisse lentement, au fil des conseils municipaux, des crises gérées, émeutes, inondations, canicules, 300 alertes à la bombe sur deux mois à Laval en 2024, des projets qu'on défend dans l'adversité et d'autres qu'on abandonne parce que la réalité l'impose.

L'épreuve du réel est cruelle dans ce qu'elle révèle : les promesses qu'on ne peut pas tenir exactement comme prévu, les contraintes budgétaires qui forcent à choisir, les attentes des uns qui heurtent les besoins des autres. Mais elle est aussi précieuse dans ce qu'elle construit. Elle donne l'épaisseur. À Laval, nous l'avons éprouvé en conduisant un projet majeur de transformation du centre-ville et de sa place centrale, place du 11-Novembre. En page centrale du programme municipal de la liste que je conduisais, une image de la place a créé l'attente et le désir de changement. Mais la finalisation du nouveau plan de circulation qu'elle induit tend notre majorité et les oppositions externes se lèvent. Il faut trancher, il faut avancer pour ne pas laisser s'enliser un projet maintes fois reporté par nos prédécesseurs. L'épreuve du réel transforme l'enthousiasme du candidat en quelque chose de plus solide, de plus ancré, la rigueur de l'élu qui sait ce que gouverner veut dire et qui apprend à conjuguer l'exigence du court terme et du quotidien, avec la prise en compte du moyen long terme et la nécessité de conduire des projets d'envergure.

Pendant six ans, j'ai été maire avant d'être candidat. C'est l'ordre naturel des choses et, pourtant, il faut, à un moment, inverser à nouveau cet ordre.

Troisième mue : redevenir candidat

La campagne de 2026 commence pour le maire en place par l'établissement des règles du jeu électoral, strictes et exigeantes : les moyens de la mairie ne servent pas le candidat. Même si les décisions ne s'arrêtent pas parce que des affiches sont en train d'être collées, il faut tenir les deux fils en même temps sans les mêler, l'élu jusqu'au bout, le candidat

qui se réengage. C'est un exercice de rigueur autant que d'honnêteté. Votre opposition veille. Et pourtant, réenchanter la politique dans un climat national délétère n'est pas une mince affaire. Nous avons décidé d'organiser une fête populaire politique en septembre 2025. Notre marque de fabrique est celle-là, nous ne voulons pas y renoncer : faire de la politique en faisant la fête, en réunissant les habitants, en provoquant des rencontres.

Cette troisième mue est aussi la plus révélatrice. Redevenir candidat après six ans de mandat, c'est regarder la ville autrement. Pas depuis un bureau, pas à travers des rapports, pas lors d'inaugurations où l'on serre des mains dans un ordre protocolaire. C'est regarder la ville à pied, à hauteur d'homme et de femme.

Redevenir candidat, c'est se taire et prendre le temps d'écouter, y compris ce qui ne fait pas de bruit. Le maire recevait dans son bureau tous ceux qui sollicitaient une audience. Le candidat va à la rencontre des associations, des initiatives qui n'ont jamais fait parler d'elle. Il se déplace et écoute. Un questionnaire a été distribué dans toutes les boîtes aux lettres de la commune. Plus de 1 000 Lavallois et Lavalloises nous ont répondu sur ce qui a été fait pendant six ans, les réussites, les regrets et les insatisfactions. Pendant que la presse met en avant telle ou telle préoccupation « des Françaises et des Français », à Laval, le désir de ville, le désir d'animation et de transformation s'exprime simplement, des jeux pour les enfants, des bancs pour s'asseoir, des rues qui restent allumées plus tard...

J'ai marché 250 kilomètres en six semaines. 250 kilomètres dans une ville de 50 000 habitants, ses rues commerçantes et ses zones pavillonnaires, ses quartiers et ses franges oubliées, ses pépites et ses dysfonctionnements. J'ai frappé à des centaines de portes et organisé 150 points-rencontre dans toute la ville. Et j'ai redécouvert quelque chose d'essentiel : la campagne n'est pas une parenthèse dans l'exercice du pouvoir. Elle en est le cœur battant.

Ce que la campagne révèle

Sur le terrain, en 2026, je ne suis plus un inconnu. Les visages me reconnaissent. Mais cette reconnaissance

ne ralentit pas les échanges, elle les accélère. On entre directement dans le vif : ce qui n'a pas été fait, ce qui aurait pu être mieux, ce qu'on attend pour les six prochaines années. Les habitants n'ont que faire du bilan tel qu'on voudrait le présenter. Ils reconnaissent l'action municipale, mais ils veulent un projet. Ils veulent savoir ce qui les concerne, eux, maintenant, demain.

Je suis dépositaire de leurs doutes, de leurs colères mesurées, de leurs espoirs aussi, parfois fragiles, parfois étonnamment vivaces. Une femme me parle de la traversée d'un carrefour dangereux depuis trois ans. Un retraité veut savoir ce qu'on fait pour sa rue. Un jeune homme me pose une question sur les transports que je n'avais pas anticipée. Ce sont ces conversations-là qui font la matière d'un projet politique – pas les plateformes rédigées en chambre, mais le frottement avec le réel vécu.

Le regard sur la ville change aussi. Je perçois des erreurs et des oublis. La ville n'est jamais finie, c'est un éternel recommencement. Des opportunités que l'exercice exigeant de mise en œuvre d'une feuille de route municipale avaient rendues invisibles. Des recoins inexploités, des initiatives citoyennes qui méritent mieux qu'un courriel de félicitations. La campagne est un révélateur. Elle oblige à voir ce qu'on préférerait parfois ne pas voir.

Ce que la démocratie exige

La réélection au premier tour, en mars 2026, aurait pu n'être qu'une confirmation. Un verdict attendu, un résultat mécanique. Je refuse de la lire ainsi. Ce score est le résultat d'une campagne menée à fond, pas en survol, pas en confiance acquise, mais dans l'exigence renouvelée d'aller vers les habitants, de mériter à nouveau ce qu'on leur demande de confirmer.

Car c'est là le sens profond de la mue en démocratie : rien n'est acquis. Le mandat passé ne vaut pas quitus pour le mandat à venir. Chaque cycle électoral est une régénération pour la ville, pour la politique locale, et d'abord pour soi-même. Un élu qui ne se remet pas en cause dans la campagne est un élu qui se fossilise. La démocratie exige cette fragilité

consentie, cette exposition au jugement des autres, ce moment où l'on repose son bilan sur la table sans savoir exactement comment il sera reçu.

La mue, chez le reptile, est périlleuse. L'animal est plus vulnérable pendant qu'il se défait de son ancienne peau. C'est vrai aussi pour l'élu. La campagne est un moment de vulnérabilité, on s'expose, on peut se tromper, on peut être rejeté. Mais c'est précisément cette vulnérabilité qui rend la victoire signifiante. Et c'est elle qui nourrit, ensuite, la légitimité à gouverner.

Quatrième mue : recommencer autrement

Depuis quelques semaines, une nouvelle mue s'opère. Redevenir maire, à nouveau, mais différemment. Les enjeux ont changé. La ville a changé. Les six années à venir ne seront pas la reconduction des six années passées : elles seront autre chose, construites sur ce socle, mais ouvertes sur un horizon renouvelé.

C'est cela, peut-être, la particularité de l'engagement politique vécu dans la durée : il ne s'agit pas de se maintenir, mais de se transformer. Pas de résister au temps qui passe, mais de muer avec lui, en restant fidèle à ses convictions. Le serpent qui refuserait de changer de peau mourrait de sa propre croissance. L'élu qui refuserait de se remettre en question mourrait de sa propre immobilité.

Je suis maire de Laval pour la deuxième fois. Je ne suis pas le même qu'en 2020, je suis plus serein mais aussi plus combatif. C'est une chance, pas un aveu de faiblesse. La démocratie se régénère par ceux qui acceptent de se régénérer avec elle.

Le 15 mars 2026, la liste conduite par Florian Bercault remporte l'élection municipale de Laval dès le premier tour. Avec 54,49 % des suffrages exprimés, le maire sortant devance les listes conduites par Samia Soultani-Vigneron (31,40 %), Thomas Brisseau (8,62 %), Kamel Ogbi (3,90 %) et Martine Amelin (1,59 %). Florian Bercault est réélu maire de Laval par le conseil municipal le 20 mars 2026.

Une campagne d'un genre nouveau

—Jean-Yves Brenier

Maire de Leyrieu (38)

Maire depuis 2001 de Leyrieu, commune de 900 habitants en Isère, Jean-Yves Brenier pensait bien connaître l'exercice d'une campagne municipale. Celle de 2026 lui fait pourtant découvrir des méthodes jusqu'alors plutôt associées aux scrutins nationaux : multiplication des contenus, saturation des réseaux sociaux, recherche du « buzz » et recours à l'IA pour produire des messages toujours plus élaborés. Face à cette nouvelle bataille de l'attention, son équipe choisit de ne pas entrer dans la surenchère et de miser sur ce qui avait structuré les campagnes précédentes : un projet, un bilan et la rencontre directe avec les habitants. Victorieux au terme du scrutin, Jean-Yves Brenier s'interroge néanmoins sur ce que cette campagne révèle : lorsque les techniques de communication permettent à n'importe quel récit d'acquérir rapidement visibilité et crédibilité, comment continuer à faire entendre des projets politiques complexes et construits dans le temps long ?

“ Ce n'était plus une question de programme, mais une question d'ultra visibilité. ”

Je suis maire depuis 2001, et cette année, j'ai vécu une campagne d'un genre nouveau, surtout pour une commune de 900 habitants comme la mienne : une bataille médiatique très orchestrée, qui a éloigné le débat du terrain des projets et des idées. Si j'ai remporté ce scrutin, j'en ai quand même tiré des leçons qui pourraient nous servir pour la suite.

Un rythme soutenu, des messages sophistiqués

Au printemps 2026, j'ai compris que les règles avaient changé et que nous étions sur un nouveau tempo. Tous les deux jours ou presque, il y avait quelque chose : un tract dans la boîte aux lettres, ou une vidéo sur les réseaux sociaux. La liste opposante a complètement saturé Facebook. Et ce n'est pas anodin : c'est le réseau social de celles et ceux qui votent le plus, souvent des personnes entre 45 et 75 ans. Ces posts ont obtenu beaucoup de vues.

À cette cadence, il devenait presque impossible d'exister sans entrer soi-même dans cette logique de

surenchère. Ce qui m'a surpris, en plus du volume, c'est la sophistication des contenus. Lors de la précédente élection, cette même équipe d'opposition peinait encore à structurer ses idées. Cette fois-ci, les textes étaient bien rédigés, fluides, convaincants. J'ai rapidement compris que l'IA était passée par là.

Je ne reproche pas l'outil. Mais j'ai découvert qu'il pouvait donner à des propositions fragiles une apparence de solidité. L'IA ne crée pas les idées ; elle leur donne une forme crédible. Et cela change profondément une campagne électorale. Ce n'était plus une question de programme, mais une question d'ultra visibilité.

Aller au clash ou résister ?

On m'a prévenu rapidement : « Attention, il a déjà communiqué trois ou quatre fois, vous, vous n'avez encore rien envoyé. » Nous aurions pu choisir d'entrer dans la bataille. Répondre publication contre publication. Produire davantage de contenus. Alimenter les réseaux sociaux.

Mais nous avons fait le choix de rester dans la continuité des précédents mandats : une communication sobre, pas tape-à-l'œil, fidèle à notre philosophie. J'ai réagi parfois, mais toujours de façon indirecte, jamais frontale : quelques mots sur Facebook ou une allusion dans un tract quand les insinuations étaient trop fallacieuses. Jamais un affrontement direct sur leur terrain, car ils n'attendaient que le clash pour faire le buzz. Mon opposant a construit, petit à petit, une vraie stratégie de communication en réaction à la nôtre, avec des messages de plus en plus travaillés.

Retourner sur le terrain des idées

Avec mon équipe, nous avons planché sur trois documents de fond. Des documents simples, mais complets et jamais simplistes, fidèles à ce que nous sommes. Nous avons voulu aborder le « mieux vivre ensemble », quand nos opposants gesticulaient sur la mise en place de caméras de surveillance. Quand ils invoquaient l'image d'Épinal du « village de nos grands-parents », nous y avons opposé un projet de développement stratégique ancré dans l'époque actuelle. Quand ils annonçaient la rénovation de l'église comme projet emblématique du patrimoine communal, nous avons décidé de soutenir le patrimoine nécessaire à la sociabilité (un café associatif). Et enfin, alors qu'ils promettaient la climatisation dans les classes d'école, nous avons poursuivi notre intention de départ de privilégier une adaptation douce et des mesures d'atténuation du changement climatique.

Préserver la proximité

Pendant que les messages se multipliaient, de leur côté, sur tous les canaux cités plus hauts, nous n'avons jamais quitté le terrain. Nous avons continué notre implication dans la vie du village, en participant aux repas et événements associatifs, comme nous

l'avons toujours fait. Et pour cette élection encore, nous sommes allés à la rencontre des habitants, nous avons franchi la porte de plus d'un tiers des foyers de la commune, les soirs et les week-ends. L'accueil a toujours été courtois et apprécié et nous avons pu échanger sur le fond.

Un bilan qui a joué en notre faveur

Il ne faut pas nier qu'il y a aussi une forme de prime au sortant, dont j'ai bénéficié. Je ne suis pas le « plus sympa de la bande », mais j'ai cette étiquette de celui qui parvient à produire des choses concrètes sans pour autant augmenter les impôts, qui n'ont pas bougé depuis dix ans. Je suis un maire assez présent et je suis juste et droit. Et je pense qu'on peut dire que j'ai prouvé, en vingt-cinq ans, ce que je savais faire.

Lors de nos premiers mandats, nous avons promis de faire une nouvelle école, un local technique, une salle polyvalente, de déplacer la mairie, puis d'agrandir l'école et de faire l'extension de la mairie. Les promesses ont été tenues, les projets ont tous été réalisés, en veillant à la bonne gestion des deniers publics et en allant chercher le maximum de subventions. Nous arrivons sans doute à la fin d'un cycle de promesses simples à formuler et faciles à « vendre », car les plus gros investissements à l'échelle de notre commune ont été réalisés. La construction bâtiminaire est beaucoup plus palpable que l'élaboration de politiques publiques pour changer les choses sur le long terme. Nous avons pourtant également mis en place un dispositif de solidarité, pour bien vieillir chez soi et bien vivre ensemble dans le village. Ce n'est pas un projet spectaculaire, mais c'est celui qui compte le plus pour moi depuis toujours : le vivre-ensemble. C'est notre meilleur rempart contre la progression de certains partis politiques nauséabonds.

Créer un récit commun pour « faire France » ?

Cette campagne a montré que les méthodes de communication, l'IA et les réseaux sociaux permettent désormais de fabriquer très rapidement des récits cohérents, séduisants et extrêmement visibles. Ils ne remplacent pas les idées, mais ils peuvent parfois leur donner plus de force qu'elles n'en ont réellement. À l'inverse, ils peuvent invisibiliser des projets pourtant solides, simplement parce qu'ils sont plus complexes à expliquer.

C'est une question que nous devons collectivement nous poser, notamment à gauche : comment rendre nos idées plus communicantes ? Il nous faut exposer notre vision sans compromission, mais dans l'art du compromis et de la persuasion, tout en tenant compte du contexte de crispation généralisé. Il faut faire preuve de méthode, à l'appui de notre action du quotidien. Mais il nous faut également résister. Résister aux idées simplistes, à la surréaction permanente. Garder la tête haute et froide.

Enfin, à l'heure où le débat national et BFM TV viennent parasiter les débats locaux jusqu'à une petite commune de 900 habitants comme la mienne, nous devons envisager la création d'un grand récit national unificateur autour de nos valeurs communes.

L'histoire ne manque pas de sujets qui pourront nous aider à « faire France » avec pour objectif un sujet parmi les plus sensibles pour nos concitoyens : l'équité, c'est-à-dire un traitement juste, égalitaire et raisonnable.

Le 15 mars 2026, la liste « Vivre Leyrieu » conduite par Jean-Yves Brenier remporte l'élection dès le premier tour avec 68 % des suffrages exprimés, soit 340 voix, contre 32 % et 160 voix pour la liste « Leyrieu en mouvement » conduite par Jean-Philippe Moyne. La participation atteint 69,46 %. La majorité obtient 13 des 15 sièges du conseil municipal, contre 2 pour l'opposition. Jean-Yves Brenier est réélu pour un nouveau mandat.

Petites villes, grandes transformations

—Daniel Cornalba

Maire de L'Étang-la-Ville (78), vice-président de l'Association des petites villes de France

Élu en 2020 puis réélu en 2026 à L'Étang-la-Ville, commune de 5 300 habitants des Yvelines nichée aux deux tiers dans la forêt, Daniel Cornalba revendique le choix d'une petite ville qui entend rester maîtresse de son destin. Aux portes de la métropole parisienne, la commune est confrontée à des transformations qui dépassent largement son échelle : vieillissement et renouvellement de la population, adaptation des services publics aux nouvelles structures familiales, dérèglement climatique ou encore fragilisation du lien social. À partir de six années de mandat, Daniel Cornalba défend une conviction : loin d'être condamnées à subir ces bouleversements, les petites villes disposent, par leur proximité avec les habitants et leur capacité à agir dans le temps long, des ressources pour y répondre.

“ Nos villes sont le lieu où le collectif s'invente et où le sentiment d'impuissance publique peut être démenti. ”

Sollicité pour prendre la tête d'une liste plurielle, sans étiquette, largement associative et désireuse de faire vivre cette « belle endormie » qu'était devenue notre ville, j'ai fait le choix en 2020 d'être candidat dans la commune de mon enfance et dont j'étais alors conseiller municipal, L'Étang-la-Ville. Une petite ville de 5 300 habitants dans les Yvelines, située aux portes de l'agglomération parisienne et de la Métropole du Grand Paris et nichée au cœur d'une forêt qui couvre depuis sa fondation au Moyen Âge les deux tiers de son territoire.

Petite ville et fière de l'être

Nous étions alors convaincus, mes colistiers et moi, de la nécessité d'adapter notre commune aux défis climatiques, sociaux et économiques, tout en préservant ce qui en fait la force et l'identité : une ville à taille humaine, où le service public et l'action locale sont pensés en pleine proximité. Notre commune vivait pourtant sous la menace d'être absorbée par une commune de dix fois sa taille, au risque d'être reléguée au rang de simple quartier périphérique. Nous avons fait un autre choix, celui de défendre nos

spécificités et d'en exploiter tous les atouts. Non pas dans le but d'en faire un village d'irréductibles Gaulois, mais parce que nous étions convaincus que notre ville avait encore tant à dire et à faire.

Six ans plus tard, de crise sanitaire en crises climatiques, sans oublier l'instabilité gouvernementale croissante, la fragmentation politique du pays, les tensions géopolitiques ravivées, l'envolée des coûts de l'énergie et la situation de nos finances publiques, je garde cette conviction intacte. Avec une interrogation au cœur de notre action : comment tracer un chemin, qui rassemble, apaise, enthousiasme, sans rien nier de l'ampleur des défis ?

C'est cette conviction qui a nourri notre action depuis six ans : penser l'action publique autant dans la proximité que dans le temps long.

Penser la ville à tous les âges de la vie

Comme nombre de communes, L'Étang-la-Ville est, en effet, traversée par un paradoxe apparent : la population vieillit et pourtant, poussée par une

hausse de 10 % de ses habitants en 2020, elle rajeunit par la même occasion. Un véritable défi pour penser la ville de demain.

Une ville qui rajeunit est une promesse d'avenir : des classes réouvertes, des associations nouvelles, des restaurants qui s'implantent, des équipements culturels, sportifs, éducatifs à agrandir. Mais c'est une dynamique fragile et qui nécessite des moyens. C'est une ville aussi qui évolue, avec des familles plus diverses, monoparentales, nombreuses, homoparentales, recomposées..., autant de réalités auxquelles le service public doit s'adapter pour donner sa place à chaque enfant et penser la ville à sa hauteur. C'est ce que nous avons souhaité impulser tout au long de ce mandat : par le développement de nouveaux équipements à hauteur d'enfant, à commencer par une salle de sport scolaire au nom de la multiple championne paralympique, Marie-Amélie Lefur, et, depuis 2026, l'ouverture d'un nouvel accueil de loisirs donnant la part belle à de nouvelles activités, sportives, artistiques, mais aussi culinaires comme autant de moyens pour favoriser la mixité et développer la confiance en soi de chaque enfant. Une action complétée par la mise en place d'une tarification progressive pour l'ensemble des services municipaux, par une école plus inclusive, aussi, avec le recrutement dès 2020 d'accompagnants d'élèves en situation de handicap ou encore en donnant au nouveau service public de la petite enfance, prévu par la loi, une dimension concrète, en pensant avec l'ensemble des acteurs du secteur présents sur la commune l'offre d'accueil de jeunes enfants, l'accès à la formation et l'information des professionnels comme des parents parfois démunis face à la multiplicité des injonctions qui leur sont données.

En parallèle, une ville qui vieillit, c'est une société qui doit (ré)apprendre à intégrer ses aînés, à lutter contre l'isolement et la solitude, à repérer ces « invisibles » pourtant au cœur de nos communes, à concevoir l'accessibilité de ses aménagements. C'est une ville qui doit également voir les seniors pour ce qu'ils apportent, en dynamisme, en vitalité associative, en liens intergénérationnels, autant qu'en mémoires à transmettre. C'est tout le sens de la résidence intergénérationnelle en cours de réalisation, pensée à partir des besoins identifiés en matière de logements adaptés au vieillissement, ou encore du

transport à la demande mis en place pour les seniors, dont le succès dès les premiers jours de son expérimentation démontrait le besoin vital de ce service pour recréer du lien et un accès réel aux services publics développés par ailleurs, de l'agence postale communale à la maison médicale ouverte en cœur de ville.

En vérité, ces deux évolutions démographiques – rajeunissement et vieillissement –, loin d'être une contradiction, nous sont apparues comme d'immenses opportunités pour penser une ville pour tous les âges de la vie.

Le temps long du garde-forestier

Alors que l'été 2026 a vu les feux de forêt se démultiplier, cinq canicules successives et la sécheresse s'installer, l'urgence climatique sature l'espace public. Pourtant, au-delà de l'impérative gestion de l'urgence, j'ai acquis la conviction qu'être maire, c'est adopter le regard du garde forestier : anticiper la forêt qui vient, autant que veiller sur celle qui est devant nous.

En tant que vice-président de la Communauté d'agglomération Saint-Germain Boucles de Seine en charge des transitions, et notamment de la préservation de nos forêts, c'est la vision que j'ai souhaité y porter. Il en va ainsi de la convention que nous avons conçue depuis près de trois ans avec l'Office national des forêts (ONF) pour soutenir la gestion durable des massifs forestiers qui parcourent le territoire de l'agglomération. Une action conjointe et cofinancée, en écho aux ambitions de décarbonation comme d'adaptation au dérèglement climatique : pour favoriser la variété des essences plantées, davantage résilientes face au réchauffement, mais aussi pour assurer la renaturation des mares comme autant d'espaces de biodiversité et de retenue des eaux de pluie, limitant le risque d'inondations dans nos cœurs de ville. Un enjeu écologique donc, mais aussi de prévention des risques, de préservation d'un patrimoine naturel et de qualité de vie pour nos concitoyens. Une action que nous avons voulu prolonger aux côtés

des villes plus éloignées des massifs forestiers et où l'enjeu d'intégrer la nature en ville comme principe de l'aménagement urbain était devenu une évidence.

Contrer le sentiment d'impuissance publique

Face au sentiment d'impuissance qui envahit le débat public autant qu'il alimente le poison du déclinisme et de l'indifférence, j'ai acquis durant ces six années la conviction que l'action municipale, faite de proximité et de temps long, est précisément là où se dessine une réponse concrète aux problèmes de nos concitoyens et où la République s'incarne au quotidien.

Car c'est aussi à cette échelle, celle de nos villes et villages, que se comprend la société française, ses forces, ses faiblesses, ses contradictions autant que ses espoirs. Le rôle d'élu local, et singulièrement celui

de maire, est par essence celui de l'hyperproximité. Cette réalité éprouvée au quotidien est une clef pour l'avenir dans nos sociétés démocratiques, y compris à l'occasion des échéances politiques nationales à venir.

Écouter. Débattre. Convaincre. Coopérer. Voilà le quotidien de nos mandats locaux. Nous le voyons chaque jour, nos communes sont le lieu où se déploient des trésors d'inventivité, d'initiatives locales, associatives.

Nos villes sont le lieu où le collectif s'invente et où le sentiment d'impuissance publique peut être démenti. En somme, nos communes sont, à mes yeux, autant de petites républiques solidaires les unes des autres et où demain s'invente chaque jour.

Le 15 mars 2026, Daniel Cornalba est réélu maire de L'Étang-la-Ville dès le premier tour. Sa liste « Unis pour agir à L'Étang-la-Ville » recueille 71,96 % des suffrages exprimés, et obtient 25 des 29 sièges du conseil municipal. La participation atteint 63,82 %.

Inclure et co-construire pour transmettre et transformer

—Sandrine Cosserat

Maire de Volonne (04)

Maire de Volonne, village de 1 700 habitants des Alpes-de-Haute-Provence, Sandrine Cosserat aborde en 2026 sa quatrième campagne municipale, après douze années à la tête de la commune. Avec son équipe « Énergie Volonne », elle défend un projet construit dans le temps long autour de la transition écologique, de la santé et de la transformation du village. Face à elle, une liste concurrente mène une campagne davantage centrée sur les mécontentements du quotidien. Le résultat (38 % des voix pour cette opposition) bouscule ses certitudes et l'amène à interroger une évolution plus profonde du rapport à la politique locale : comment continuer à construire et transformer dans le temps long lorsque s'exprime une demande croissante d'écoute, de reconnaissance et de réponses immédiates ? Et comment, dans ce contexte, élargir le collectif et préparer une nouvelle génération à prendre le relais ?

“ Les irritations deviennent un langage politique. ”

Lorsque j'ai engagé ma quatrième campagne municipale à Volonne, village de 1 700 habitants des Alpes-de-Haute-Provence, je pensais être rompue à l'exercice. Après deux campagnes victorieuses et douze années comme maire, épaulée par une équipe soudée, je croyais avoir identifié les ingrédients d'une campagne municipale réussie. Je me trompais. Si elle s'est conclue par la réélection de notre équipe, « Énergie Volonne », cette campagne m'a fait comprendre que notre démocratie locale était entrée dans une nouvelle période, celle d'une société de l'instant, de l'émotion et du ressenti. Elle m'a aussi confortée dans une conviction : l'avenir d'une commune ne repose pas seulement sur les projets que l'on réalise, mais sur la capacité à faire naître un collectif et à préparer celles et ceux qui prendront le relais demain.

Créer un récit commun

Depuis plusieurs années, nous avons fait de la transition écologique un fil conducteur de notre action

municipale. Nous avons doublé la canopée sur le centre du village en dix ans. Notre écoquartier est labellisé, Volonne est reconnue comme Territoire engagé pour la nature, nous avons développé « Volonne zéro déchet » et engagé un projet de « village de pleine santé », fondé sur un urbanisme favorable à la santé, avec notamment deux maisons de santé. Ces projets ne sont pas une accumulation de labels. Ils racontent une manière de concevoir le village du XXI^e siècle : un village qui protège son environnement, améliore la qualité de vie, attire de nouvelles familles et donne envie de s'engager.

C'est dans cet esprit que nous avons constitué notre équipe. Sur dix-neuf élus, cinq ont moins de 40 ans : trois femmes et deux hommes, tous jeunes parents. Plusieurs avaient choisi de venir vivre à Volonne parce qu'ils avaient été séduits par la trajectoire du village et les projets engagés depuis douze ans. Ils ne rejoignaient pas seulement une liste municipale ; ils rejoignaient un projet de territoire. Nous avons fait le choix de leur donner rapidement une place dans la vie publique locale.

J'ai également souhaité intégrer des retraités, car l'engagement local demande du temps et une présence

quotidienne. Nous avons fait le choix de laisser les personnes venir vers nous plutôt que de constituer une équipe par simple sollicitation, convaincus que l'engagement le plus solide est celui qui naît d'une volonté personnelle de contribuer à l'avenir de son territoire.

Cette campagne a commencé par faire naître notre collectif, « Énergie Volonne », puis elle s'est poursuivie par la rencontre. Après quatre campagnes, je reste persuadée que rien ne remplace le porte-à-porte. Ces échanges permettent de comprendre ce qui préoccupe réellement les habitants, leurs attentes, leurs inquiétudes, mais aussi leur attachement au village. Nos réunions publiques ont prolongé cette démarche. Nous y avons présenté notre projet, mais j'ai surtout voulu y raconter une histoire collective : une histoire attachée au passé, tournée vers l'avenir, faite de réalisations, mais aussi de valeurs. Le plaisir de vivre ensemble, la fierté d'appartenir à un village, la volonté de transmettre un territoire plus durable aux générations suivantes. J'ai parfois eu le sentiment de faire une déclaration d'amour à Volonne. Je pensais que la campagne porterait naturellement sur cette vision. Elle a, en réalité, pris une autre tournure.

Une vision *versus* une liste d'irritants

Lorsqu'une liste concurrente s'est déclarée en janvier 2026, je l'ai accueillie comme une bonne nouvelle. Une élection est toujours plus légitime lorsque les habitants ont le choix. Une opposition oblige aussi une équipe sortante à se questionner.

Hélas, pour la première fois, au lieu d'être confrontée à un autre projet municipal, j'ai fait face à un inventaire d'irritants : le village manquerait de dynamisme ; les moustiques traduiraient notre incapacité à agir ; la voirie serait mal entretenue ; les commerçants seraient abandonnés ; les finances communales seraient mal gérées, alors même que nous n'avions pas augmenté les taux d'imposition depuis onze ans et que les investissements réalisés sont connus et reconnus. Certaines critiques relevaient de ressentis légitimes. La plupart reposaient sur des affirmations

approximatives, voire contestables. J'ai été frappée par l'évolution du rapport au territoire lui-même. Plusieurs membres de la liste, y compris sa tête de liste, ne résidaient à Volonne qu'une partie de l'année. Ce n'est pas en soi un argument politique. Mais cela interroge notre conception de l'engagement local. Connaître un territoire, c'est aussi en partager le quotidien, les contraintes, les solidarités et les attentes. Cet ancrage me paraît demeurer l'une des conditions de la confiance démocratique.

Ce qui m'a le plus interrogée n'est pas la stratégie « des irritants » choisie, mais qu'elle ait recueilli 38 % des suffrages. Après douze années d'engagement quotidien, il existe forcément une part de déception lorsque le travail accompli semble parfois effacé derrière quelques sujets de mécontentement. Mais avec le recul, je crois qu'il faut regarder ce résultat autrement. Ces 38 % ne parlent sans doute pas seulement de Volonne. Cette campagne m'a fait prendre conscience qu'une partie de nos concitoyens attend aujourd'hui d'abord d'être entendue dans ses difficultés et ses frustrations avant d'être convaincue par un projet... Les irritations deviennent un langage politique.

Une demande d'écoute

Derrière ces votes peuvent se trouver une fatigue démocratique, un sentiment d'abandon, une inquiétude face aux transformations du monde ou simplement le besoin que quelqu'un reconnaisse ce qui complique le quotidien.

Cette campagne m'interroge : comment répondre à cette demande d'écoute qui s'exprime désormais partout – dans la rue, par courriel, sur les réseaux sociaux, au téléphone – alors même que la complexité des responsabilités qui pèsent sur les élus locaux ne cesse d'augmenter ?

Une autre interrogation me traverse aussi : le renouvellement rapide des populations, l'affaiblissement de l'ancrage territorial et la montée des logiques d'opinion ne risquent-ils pas de rendre plus difficile l'émergence d'élus bâtisseurs, capables de porter des projets de long terme ? La tentation est grande de

répondre aux peurs et aux irritants plutôt que de construire des trajectoires collectives.

Dans le même temps où les habitants attendent davantage de disponibilité et de présence, les collectivités doivent répondre à des missions toujours plus nombreuses : adaptation au changement climatique, accès aux soins, mobilités, sécurité du quotidien, prévention des risques. Voilà qui conduit à réfléchir aux conditions qui permettront demain aux maires de rester disponibles tout en portant des transformations de long terme.

Créer les conditions d'une co-construction

Au terme de cette campagne qui m'a bouleversée, j'entame ce nouveau mandat avec un désir profond de transmission démocratique au sein de mon équipe, mais aussi à travers des processus participatifs permettant aux habitants de prendre part aux décisions et de ne pas se placer en observateurs, voire en « consommateurs », qui réclament parfois pour le simple plaisir de contester.

Aujourd'hui, j'ai l'immense chance d'être à la tête d'une équipe municipale jeune, dynamique, motivée,

porteuse d'une vision. Nous avons la volonté, ensemble, de créer un collectif plus élargi capable de reprendre le flambeau.

Au lieu de répondre à la véhémence par des projets court-termistes, notre responsabilité est de sensibiliser nos concitoyens aux contraintes auxquelles nous sommes confrontés – notamment le manque de moyens financiers, mais aussi la complexe ingénierie inhérente à nos missions – et de les faire adhérer à notre vision à long terme en multipliant les actions de concertation.

Les collectifs de quartier, que nous tentons de faire émerger, sont de très bons relais pour transmettre cette image noble de notre mission, avec passion et envie, tout en permettant à chacun d'apprendre à écouter ses voisins.

La transition écologique, dont nous avons fait un sujet central, est d'abord une politique du temps long. Notre défi est désormais d'inventer une démocratie capable de lui donner ce temps-là.

En mars 2026, la liste « Énergie Volonne » conduite par Sandrine Cosserat remporte l'élection municipale face à la liste concurrente avec environ 62 % des suffrages exprimés. Sandrine Cosserat est réélue maire de Volonne et entame un troisième mandat à la tête de la commune.

Marseille 2026, ou comment les municipales sont devenues le premier acte de la présidentielle

—Olivia Fortin

Maire des 6^e et 8^e arrondissements de Marseille

Maire des 6^e et 8^e arrondissements de Marseille, Olivia Fortin aborde les municipales de 2026 dans une ville devenue l'un des principaux terrains d'affrontement politique national. La réforme du scrutin Paris-Lyon-Marseille (PLM), la proximité de l'élection présidentielle de 2027 et la progression du Rassemblement national (RN) contribuent à transformer une campagne municipale en répétition générale des rapports de force à venir. Pourtant, sur le terrain, les habitants continuent d'interroger leurs élus sur des réalités très concrètes : logement, transports, sécurité du quotidien, écoles, propreté ou adaptation aux fortes chaleurs. De cette tension entre nationalisation du débat et attentes locales, Olivia Fortin tire plusieurs enseignements sur la montée de l'extrême droite, sur les conditions d'une coalition capable de gagner et de durer, mais surtout sur ce qui fonde encore la confiance politique.

“ Les citoyens n'attendent plus des responsables politiques qu'ils soient capables de tout. Ils attendent qu'ils sachent où ils vont, qu'ils disent la vérité sur les obstacles, qu'ils assument leurs choix et qu'ils rendent compte de leurs actes. ”

Une campagne municipale est un observatoire singulier de l'état d'un pays. Pendant plusieurs mois, elle met les élus au contact quotidien des habitants, de leurs préoccupations, de leurs colères, mais aussi de leurs attentes à l'égard de la politique. À Marseille, cette campagne de 2026 m'a semblé raconter quelque chose qui dépassait largement les frontières de la ville.

Quand le débat municipal s'éloigne des projets

Dès les premières semaines de campagne, j'ai eu le sentiment que nous ne vivions pas tout à fait une élection municipale comme les autres. À mesure que l'échéance présidentielle de 2027 approche, le pays semble vivre dans une tension politique permanente.

Les crises successives que nous avons traversées ont laissé une société plus inquiète et plus méfiante envers ses institutions. Les difficultés économiques et sociales sont vives, les clivages se durcissent et chaque scrutin local est de plus en plus lu comme un indicateur des rapports de force nationaux.

Marseille, en raison de sa place singulière, concentre cette évolution. Les partis y ont vu un laboratoire, et les commentateurs une répétition générale de la présidentielle à venir. Dans ce contexte, le débat municipal a peine à rester pleinement municipal. Une campagne qui aurait dû permettre aux habitants de comparer des projets est devenue aussi le support d'affrontements qui la dépassent.

Sur le terrain, une chose m'a frappée. Quelle que soit la personne rencontrée, les interpellations revenaient presque toujours aux mêmes préoccupations : la propreté, les transports, le logement, la sécurité du quotidien, les écoles, les espaces publics ou encore l'adaptation aux fortes chaleurs. Toutes avaient un

point commun : elles étaient profondément concrètes, ancrées dans l'expérience quotidienne. Les habitants attendaient moins des proclamations générales que des réponses précises aux difficultés qu'ils rencontraient et une confrontation claire des projets proposés pour leur ville.

Or cette confrontation a fait largement défaut. Les projets sont devenus moins audibles que les polémiques qu'ils suscitent, les programmes moins commentés que les petites phrases et les démonstrations moins relayées que les affrontements politiques.

Les réseaux sociaux et les chaînes d'information en continu accentuent encore ce phénomène : une controverse circule plus vite qu'une démonstration, une formule plus facilement qu'un programme. Fausses informations, caricatures et séquences d'indignation ont ainsi occupé une grande partie de l'espace public, au détriment de la comparaison des projets.

Au fil de la campagne, une forme de lassitude s'est même installée chez nombre de journalistes chargés de la suivre, contraints de consacrer une part croissante de leur travail à vérifier et déconstruire des fausses informations plutôt qu'à analyser les programmes et les propositions des candidats.

À cette première dérive s'est ajoutée une seconde : la confusion persistante entre les compétences de l'État, de la Métropole, de la Ville et des mairies de secteur. La sécurité en constitue l'exemple le plus visible. Devenue l'un des principaux marqueurs de la campagne, elle est souvent abordée sans distinguer clairement ce qui relève de l'ordre public, et donc de l'État, de ce qui dépend des collectivités locales en matière de prévention, de police municipale, d'aménagement de l'espace public ou de qualité de vie.

Cette confusion est apparue avec une netteté particulière dans les campagnes des mairies de secteur. Durant toute notre campagne pour les 6^e et 8^e arrondissements, un seul véritable débat public et médiatisé a été organisé entre les têtes de liste. J'y ai naturellement participé. Pourtant, les compétences propres des mairies de secteur n'y ont pas été abordées. Nous avons beaucoup parlé des réalisations de la Ville de Marseille ou de la Métropole, mais quasiment aucune question n'a porté sur les projets que chaque candidat entendait conduire dans le cadre de

ses propres responsabilités. Comment les électeurs peuvent-ils choisir en connaissance de cause si la campagne leur permet si peu de comparer ce que les équipes candidates proposent réellement de faire à l'échelle de leur secteur ?

En additionnant tous ces facteurs, j'ai le sentiment que le débat démocratique s'est trouvé appauvri. Les électeurs ont disposé de moins d'occasions de comparer les projets qui leur étaient proposés et de davantage d'incitations à réagir à des polémiques nationales ou à des confusions institutionnelles. Les municipales ont ainsi moins bien rempli leur fonction première : permettre aux citoyens de choisir, en connaissance de cause, celles et ceux qui allaient administrer leur territoire. Les maires ont parfois été jugés sur des responsabilités qui n'étaient pas les leurs, tandis que les choix qu'ils pouvaient réellement faire sont restés largement dans l'ombre. Au bout du compte, c'est la démocratie locale qui s'en est trouvée affaiblie, au détriment des habitants.

Le Printemps marseillais fait le pari de la proximité

La réforme de la loi PLM, en renforçant la place du maire dans le scrutin, a naturellement avantagé les équipes sortantes. Dans une campagne davantage centrée sur l'incarnation, Benoît Payan ne défendait pas seulement une promesse, mais un bilan. Les électeurs pouvaient juger une méthode de gouvernement, des réalisations solides et concrètes et une capacité à tenir ses engagements.

Le Printemps marseillais est une coalition de quatorze organisations politiques. Beaucoup annonçaient son éclatement dès 2020. Six ans plus tard, non seulement elle gouverne toujours ensemble, mais les électeurs lui ont renouvelé leur confiance.

Cette stabilité ne tient ni au hasard ni à l'effacement des désaccords. Elle repose sur une méthode : accepter le dialogue, rechercher des compromis et distinguer l'essentiel de l'accessoire. Nous avons appris qu'une coalition durable suppose trois qualités : l'envie d'agir, la constance et la responsabilité.

Cette manière de gouverner a naturellement façonné notre manière de faire campagne. Chaque jour, Benoît Payan portait le bilan du mandat et les grandes orientations de notre projet pour Marseille. Dans le même temps, les équipes des secteurs demeuraient pleinement mobilisées dans les quartiers. Porte-à-porte, réunions d'appartement, marchés, sorties d'école, rencontres avec les associations et les commerçants : nous avons privilégié la proximité aux polémiques. Une nouvelle fois, le projet s'est construit avec les habitants, à l'écoute de leurs attentes, de leurs inquiétudes et de leurs propositions.

Les réunions d'appartement ont occupé une place particulière dans cette campagne. J'avais commencé à en organiser dès le début de mon mandat de maire des 6e et 8e arrondissements. Je voulais retrouver un espace où l'on puisse parler sans micro, sans caméra et sans chronomètre, dans un salon, autour d'une table, avec une dizaine d'habitants. C'est sans doute l'un des rares formats qui permette encore de se rencontrer vraiment. Les conversations y prennent une autre profondeur. Les désaccords s'y disent plus sereinement, les inquiétudes deviennent plus précises et chacun repart avec une compréhension plus juste de la position de l'autre.

À l'heure où une part croissante de la communication politique est médiatisée par les plateformes numériques, ces milliers de conversations produisent une information qu'aucun réseau social ne peut remplacer : ce qui préoccupe réellement les habitants et ce qu'ils sont prêts à entendre. Cela ne signifie pas que nous ayons échappé aux logiques contemporaines de la communication politique. Nous avons aussi recherché des séquences médiatiques et utilisé les outils numériques. Mais ils demeuraient au service d'un projet et d'une présence quotidienne sur le terrain ; ils n'en constituaient pas le cœur.

Malgré la violence du contexte politique, nous avons choisi de conduire une campagne d'écoute, de dialogue et de convivialité. Non par naïveté, mais parce que nous continuons de croire que la politique peut rassembler davantage qu'elle ne divise lorsque les citoyens se reconnaissent dans un projet clair et une méthode cohérente.

Cette conviction s'est incarnée dans notre équipe de campagne. Aux côtés des candidats et des militants

de longue date, de nombreux habitants ont choisi de s'engager, parfois pour la première fois. Beaucoup nous confiaient la même inquiétude : ils avaient peur de perdre ce qui avait été reconstruit depuis 2020. Ils ne venaient pas défendre un appareil politique ; ils venaient défendre leur ville. Leur engagement rappelait que les campagnes électorales ne sont pas seulement des affrontements entre partis. Elles sont aussi ces moments où des citoyens ordinaires décident que l'avenir de leur territoire mérite qu'ils lui consacrent du temps, de l'énergie et parfois une part de leur vie.

Cette campagne reposait aussi sur une exigence de cohérence. C'est dans cet esprit que Benoît Payan avait annoncé, avant même le premier tour, qu'il n'y aurait pas d'alliance avec La France insoumise (LFI). Pendant plus d'un an, les accusations de corruption, de compromission ou de trahison à l'encontre du Printemps marseillais s'étaient multipliées, reléguant au second plan les projets pour Marseille. Après de tels affrontements, une fusion de circonstance aurait contredit la parole donnée aux électeurs.

Le lundi matin suivant le premier tour, nous avons marché ensemble jusqu'à la préfecture pour déposer nos listes. Nous savions que ce geste refermait définitivement la possibilité d'une fusion avec LFI. Certains électeurs de gauche y voyaient une erreur stratégique. Pour nous, c'était l'inverse : une coalition ne tient que si la parole donnée compte encore. Je me souviens avoir pensé, en franchissant le portail de la préfecture, que, quelle que serait l'issue du second tour, nous étions en train de poser un acte de cohérence. Une campagne peut parfois se résumer à une image. Celle-ci est restée pour moi l'une des plus fortes.

Nous avons mené cette campagne avec une organisation désormais bien rodée. Après six années d'exercice du pouvoir, chacun connaissait sa place. Les équipes étaient expérimentées, les rôles clairement répartis et les derniers jours furent d'une intensité remarquable. Prise par l'action, je ne me suis véritablement inquiétée que la veille du second tour, ce jour où il n'est plus possible de faire campagne et où les choses ne sont plus entre nos mains. Tout était fait. Nous ne pouvions plus convaincre, seulement attendre. Ce soir-là, une sage amie m'a appelée. Elle m'a simplement dit : « Demain, Marseille sera invincible. »

Avec cette phrase simple et puissante à la fois, elle exprimait la conviction qu'une ville qui retrouve confiance en elle-même devient plus forte que les peurs qui la traversent.

Ce que ces municipales peuvent apprendre à la présidentielle

Une demande de protection, de concret et de considération

Au-delà des résultats électoraux, cette campagne m'a surtout permis de mesurer ce que les habitants attendaient de la politique. Derrière la diversité des sujets abordés revenait une même demande : pouvoir vivre correctement et se sentir protégé dans son quotidien. Cette protection ne se résumait pas à la sécurité, pourtant omniprésente dans le débat public. Elle concernait tout autant la possibilité de se loger, de se déplacer, d'accéder à des services publics qui fonctionnent, de vivre dans un environnement agréable, de faire face aux conséquences du changement climatique ou simplement de pouvoir continuer à trouver sa place dans une ville qui change.

J'y ai également entendu une forte attente de concret. Non pas un désintérêt pour les grandes orientations politiques ou pour l'avenir du pays, mais une exigence de traduction : que changera réellement telle décision dans ma vie, dans mon quartier, pour mes enfants, dans mes déplacements ou mon pouvoir d'achat ? Après des années de crises et de promesses successives, la crédibilité de l'action publique se mesure aussi à sa capacité à produire des améliorations visibles et à tenir dans la durée.

Enfin, ces milliers de conversations m'ont frappée par leur complexité, souvent très éloignée de la représentation d'une société entièrement divisée en camps irréconciliables. Les mêmes habitants pouvaient être inquiets et confiants, sévères sur certaines politiques et satisfaits sur d'autres, demander davantage d'autorité tout en réclamant davantage de solidarité. Dès lors que l'on prend le temps de les

écouter, les contradictions apparaissent moins comme des incohérences que comme la réalité de vies elles-mêmes complexes.

La polarisation du débat public ne signifie pas nécessairement que la société française soit devenue aussi binaire que sa représentation médiatique. Derrière le bruit des affrontements demeure une attente de protection, d'efficacité et de considération. La prochaine présidentielle se jouera aussi sur la capacité à entendre cette demande et à lui proposer une réponse politique qui ne contraigne pas chacun à choisir entre protection et solidarité, autorité et justice sociale, transformation et sécurité.

Comment construire une majorité capable de gagner

À première vue, le résultat pouvait sembler écrit d'avance. Le RN dépassait les 35 % des suffrages au premier tour. Beaucoup y voyaient la confirmation d'une dynamique devenue irrésistible.

Mais le scrutin marseillais révèle aussi une évolution plus profonde du paysage politique. Le rapport au risque que représente le RN est devenu l'une des principales lignes de fracture entre la gauche et la droite. À gauche, la perspective d'une victoire du RN demeure un puissant facteur de mobilisation et de rassemblement. À droite, ce ressort s'est considérablement affaibli. Une partie croissante de l'électorat ne considère plus le RN comme une menace justifiant un front républicain, tandis qu'une grande partie des responsables de la droite et du centre ont progressivement renoncé à cette doctrine, quand ils ne font pas désormais de « l'extrême gauche » le principal adversaire.

Le second tour a pourtant raconté une autre histoire. Le Printemps marseillais a été largement reconduit à la tête de la ville. Cette victoire ne démontre pas qu'une union de la gauche suffit à battre l'extrême droite. Elle montre quelque chose de plus exigeant : l'union peut convaincre lorsqu'elle inspire davantage confiance dans l'exercice du pouvoir que ses adversaires.

Pendant six ans, le Printemps marseillais a montré qu'une alliance de quatorze organisations pouvait administrer une grande ville, dépasser ses désaccords,

construire des compromis et tenir dans la durée. Cette expérience a permis de rassembler bien au-delà de notre électorat traditionnel.

Lorsqu'une offre de gauche apparaît suffisamment solide, cohérente et rassurante dans sa capacité à gouverner, elle peut convaincre une part significative des électeurs centristes, qui la préfèrent encore à l'extrême droite, même lorsque celle-ci s'efforce de se présenter sous des habits plus respectables.

Cette expérience éclaire également la place de LFI. À Marseille, le rapport de force avec elle n'était pas un choix tactique ; il était devenu inévitable. Depuis plus d'un an, LFI avait fait du Printemps marseillais sa principale cible, contestant la possibilité même d'une union de la gauche capable de gagner, de gouverner et de durer sans elle.

Il ne s'agissait pas de faire de LFI notre adversaire principal. Toute notre campagne est restée concentrée sur la droite et l'extrême droite. Il ne s'agissait pas davantage de manquer de respect à ses électeurs, dont beaucoup partagent les aspirations sociales que nous défendons. Mais il était indispensable d'affirmer qu'une coalition ne peut vivre sous la menace permanente d'un partenaire qui refuse les règles communes.

Marseille invite ainsi à dépasser une opposition devenue stérile entre ceux qui renoncent à toute union et ceux qui considèrent que l'union devrait s'imposer, quelles qu'en soient les conditions. Une majorité suppose un horizon commun, mais aussi un rapport de force assumé. L'union est une condition de la victoire. L'hégémonie est souvent la condition de la défaite.

Comment construire une majorité capable de durer

Les municipales n'apprennent pas seulement comment gagner une élection. Elles rappellent aussi ce qui permet à une majorité de gouverner et de durer.

Les maires le savent sans doute mieux que quiconque. Ils vivent au milieu de celles et ceux qui les élisent. Ils les croisent au marché, à la sortie des écoles, dans les moments heureux comme dans les drames. Cette proximité impose une forme de vérité. Elle oblige à mesurer les conséquences de chaque

décision, à écouter des réalités parfois contradictoires et à exercer le pouvoir avec une forme de modestie. L'autorité politique ne se construit ni sur un plateau de télévision, ni dans une vidéo virale, ni dans une formule bien trouvée. Elle se construit dans une parole tenue, une action cohérente et une relation de confiance patiemment entretenue.

Cette confiance naît de la proximité, parce qu'on ne protège bien que ce que l'on connaît. Elle naît de la loyauté, parce que l'on ne change pas de convictions au gré des circonstances. Elle naît de la fidélité aux engagements pris, de la constance d'un cap tenu malgré les difficultés, mais aussi de la clarté : dire ce que l'on fera, comme reconnaître ce que l'on ne pourra pas faire.

Les citoyens n'attendent plus des responsables politiques qu'ils soient capables de tout. Ils attendent qu'ils sachent où ils vont, qu'ils disent la vérité sur les obstacles, qu'ils assument leurs choix et qu'ils rendent compte de leurs actes.

C'est sans doute là la différence entre une majorité qui remporte une élection et une majorité qui traverse le temps. La première se construit pendant une campagne. La seconde se construit chaque jour dans l'exercice du pouvoir.

Ce que Marseille dit de la présidentielle

Si les municipales sont devenues le premier acte de la présidentielle, ce n'est plus seulement parce que les partis y testent leurs rapports de force. Elles sont désormais le lieu où ils cherchent à démontrer leur capacité à gouverner. Les campagnes permettent d'éprouver des coalitions, de tester des récits, de faire émerger des incarnations et d'observer les comportements électoraux qui compteront demain à l'échelle nationale. La campagne marseillaise l'a montré avec une particulière netteté.

De cette campagne se dégagent plusieurs enseignements. Dans une démocratie traversée par la défiance, la crédibilité devient une ressource politique plus précieuse encore que la radicalité. Elle ne se décrète pas ; elle se construit dans la durée. Elle suppose de démontrer que l'on sait gouverner, tenir une coalition, assumer des compromis sans renoncer

à ses convictions et transformer concrètement le quotidien des citoyens.

Mais cette campagne laisse aussi ouvertes deux interrogations majeures pour les années qui viennent. La première concerne le devenir de la droite républicaine. Peut-elle retrouver une identité politique autonome ou son affaiblissement conduira-t-il à poursuivre le mouvement de recomposition engagé au profit du RN ? La seconde concerne la gauche. Alors que les affrontements se multiplient en son sein, elle devra retrouver le sens de ce qui la rassemble au-delà de ses désaccords : une certaine idée de la société et la conscience que son principal adversaire demeure l'extrême droite.

La prochaine élection présidentielle ne se jouera donc sans doute pas seulement sur la force des discours ou sur la capacité à polariser le débat public. Elle se jouera aussi sur une question plus exigeante : qui donnera le plus de raisons de croire qu'il saura gouverner durablement le pays ?

À l'heure où la politique est souvent tentée par la confrontation permanente, cette élection municipale marseillaise rappelle que l'ancrage dans le réel, la cohérence, la proximité et la capacité à rassembler

demeurent des forces électorales. À condition, bien sûr, qu'elles s'appuient sur un projet clair, une action lisible et une confiance patiemment construite.

Au premier tour des élections municipales du 15 mars 2026, la liste du Printemps marseillais, coalition de gauche, écologiste et citoyenne conduite par Benoît Payan, arrive en tête à Marseille avec 36,70 % des suffrages exprimés, devant la liste du RN (35,02 %). Dans les 6^e et 8^e arrondissements, la liste du Printemps marseillais conduite par Olivia Fortin arrive également en tête avec 36,61 % des voix, devant le RN (32,18 %), la droite (17,63 %) et LFI (9,65 %).

Au second tour, Olivia Fortin remporte le secteur avec 51,51 % des suffrages, contre 38,46 % pour le Rassemblement national et 10,02 % pour la droite. Sa liste obtient 32 des 42 sièges du conseil d'arrondissements. La participation atteint 61,80 %. À l'échelle de Marseille, Benoît Payan est réélu avec 54,34 % des voix, devant le Rassemblement national (40,30 %) et la droite (5,36 %), et le Printemps marseillais obtient 73 des 111 sièges du conseil municipal.

Le panachage était peut-être la panacée

—Baptiste de Fresse de Monval

Maire de Margny-sur-Matz (60)

Maire depuis 2020 de Margny-sur-Matz, village de 550 habitants dans l'Oise, Baptiste de Fresse de Monval aborde les municipales de 2026 dans une situation en apparence peu mouvementée : son mandat s'est déroulé sans opposition au conseil municipal et aucune liste concurrente ne se présente face à la sienne. Mais cette élection est la première organisée sous le nouveau mode de scrutin applicable aux communes de moins de 1 000 habitants : listes paritaires, obligation de constituer une liste complète et, surtout, fin du panachage. À partir de l'expérience très concrète de son village, il raconte ce que cette réforme change dans la relation entre électeurs et élus et interroge ce qui disparaît avec une pratique parfois décriée, mais qui permettait aussi aux habitants d'exprimer leurs préférences, leurs désaccords et leurs avertissements.

“ Pour qui se présente devant les électeurs souverains et recherche leur assentiment, quelle drôle d'idée que de souhaiter limiter leur façon de s'exprimer. ”

Margny-sur-Matz est un village accessible par l'A1. Après avoir dépassé les colonnes de camions sur la voie de droite, il faut sortir à Ressons-sur-Matz, où l'on trouve des entrepôts logistiques, perdus au milieu des champs de blé, de colza, de betteraves ou de maïs.

Une départementale traverse le village, où il reste quelques vieilles bâtisses en brique rouge, centré autour de son église Saint-Vaast, épargnée par la Grande Guerre, de son cimetière et de sa mairie-école.

Village du Noyonnais, proche de Compiègne, à une douzaine de kilomètres, et de Montdidier, à une vingtaine de kilomètres, Margny-sur-Matz tient son nom de l'affluent de l'Oise qui la longe. Les hameaux du Plessier et de Bourmont ont été rattachés au village au fil du temps, formant ainsi le village actuel, fort de ses 550 habitants.

Deux châteaux s'y dressaient autrefois, l'un à Margny et l'autre au Plessier. Ils ont tous deux été rasés. La tradition raconte que l'ours figurant sur le blason du village est celui chassé par saint Vaast, évêque de Beauvais au VI^e siècle, qui a donné son nom à l'église.

Juste en face de l'église se trouve le dernier commerce du village, la Petite Auberge, un restaurant qui sert des plats à base de produits locaux, dont l'origine est systématiquement annoncée à la commande. En 2022, la mairie a décidé d'acheter l'immeuble qui l'abrite.

J'ai eu l'honneur d'être élu maire pour la première fois en 2020, alors que je tenais une permanence juridique offrant des conseils gratuits aux habitants. Constituer une liste en 2020 n'a pas été chose aisée. À 28 ans, je souhaitais profiter de l'expérience d'anciens conseillers désirant se représenter et je tenais à ce que notre liste soit paritaire. Les candidats ne se bousculaient pas.

Élus la veille du premier confinement lié à la pandémie de Covid-19, nous n'avons pu entrer en fonction qu'à sa levée. Nos premières photos officielles nous montrent masqués.

Au cours des six dernières années, nous avons mené une politique d'addition : conserver ce qui fonctionnait bien et y ajouter des initiatives en plaçant la mairie au service de ceux qui font vivre le village. Cette approche a permis à Margny de bénéficier d'une vie associative exceptionnelle pour un village de sa taille.

Politiquement, Margny-sur-Matz suit la tendance nationale de progression du Rassemblement national (RN), mais avec une intensité plus marquée que dans le reste du pays, comme c'est souvent le cas dans les villages ruraux de l'Oise. Les résultats électoraux confirment une nouvelle fois l'absence de corrélation entre le vote municipal et le vote national. Bien que ma liste soit sans étiquette, je suis adhérent écologiste et ai été candidat du Nouveau Front populaire (NFP) aux législatives de 2024. Le village vote donc à l'extrême droite aux élections nationales et pour un écologiste revendiqué aux municipales.

En 2026, je me suis représenté avec la moitié du conseil municipal sortant. La réforme du mode de scrutin dans les communes de moins de 1 000 habitants venait d'entrer en vigueur. Elle emportait quatre évolutions majeures : l'obligation de constituer une liste complète d'au moins treize candidats, la possibilité de présenter deux candidatures supplémentaires, l'obligation d'une liste paritaire et l'interdiction de panacher.

Contrairement à beaucoup de villages, nous avions déjà réussi à constituer une liste paritaire aux élections de 2020 et ne considérons pas cette exigence, devenue obligatoire, comme insurmontable.

L'obligation de constituer une liste complète n'a probablement pas eu d'effet majeur puisqu'il était déjà courant d'avoir une seule liste à Margny-sur-Matz, et notre mandat s'était déroulé de manière apaisée, sans opposition au conseil municipal. Je ne peux toutefois m'empêcher de penser que cela aurait rendu la tâche difficile pour d'éventuels opposants.

La possibilité de présenter une liste de dix-sept candidats pour quinze sièges nous a paru être une vraie amélioration. Comme il est rapidement apparu qu'il n'y aurait pas de seconde liste et que nous avons donné la priorité aux conseillers sortants qui souhaitent se représenter, nous avons cette fois-ci trop de candidats. Nous avons donc pu présenter deux candidats supplémentaires, qui ne seront pas conseillers municipaux, sauf démission, mais que nous impliquons comme si c'était le cas. Chaque coup de main est précieux. La suppression du panachage a, en revanche, eu un effet certain, que je considère déplorable. Il a fallu expliquer sans relâche cette nouvelle réforme, et cela n'a pas suffi.

Le jour des élections, de nombreux électeurs ont rayé des noms, malgré les explications fournies et les infographies distribuées. Le nombre de bulletins nuls et blancs est passé de 15 en 2014 à 12 en 2020, puis à 31 en 2026, puisque chaque rayure d'un candidat annulait un bulletin. Plus grave, la participation a également chuté (66 % en 2014, 54 % en 2026, et 43 % en 2020, chiffre non représentatif en raison de la pandémie de Covid-19).

L'on peut évidemment gloser sur cette pratique qui, dans nos villages, pouvait dégénérer en règlements de comptes traversant les âges et les générations, sans que personne ne se souvienne de la raison de cette rancœur, mais sans pour autant l'abandonner. Le maire pouvait également en faire les frais pour avoir vexé tel ou tel intérêt personnel.

Elle présentait toutefois quelques avantages. Tout d'abord, elle motivait la participation. L'issue était certes connue, mais l'expression individuelle des préférences pouvait réserver quelques surprises qui méritaient qu'on se déplace. Ensuite, chez les aînés en particulier, participants, mais habitués à panacher, cela semblait avoir provoqué un plus grand nombre de bulletins nuls. Enfin, elle permettait de tirer de riches enseignements du vote. Il n'était pas rare que des maires, cumulant des mandats dans le temps, descendent dans la liste pour finir le moins bien élu du conseil. C'était un signal qu'il était sûrement temps de laisser la place aux jeunes. Pour ma part, élu en 2020 et souffrant d'un déficit de notoriété, quelle leçon d'humilité que d'avoir récolté moins de voix que mon premier adjoint, dont le dévouement désintéressé pour le village m'a toujours laissé admiratif.

J'en ai été privé en 2026, mais j'aurais aimé confirmer le pressentiment d'avoir gagné des voix en six ans. Plus tard, il m'aurait sûrement été utile de pouvoir entendre le signal des Margnotins qu'il était temps de se retirer.

Pour qui se présente devant les électeurs souverains et recherche leur assentiment, quelle drôle d'idée que de souhaiter limiter leur façon de s'exprimer. Il paraît spécieux d'obliger à choisir ou rejeter une liste dans son ensemble, sans nuance, alors que la richesse de la démocratie de nos villages est justement cette intime connaissance des individus, de leurs valeurs,

de la réalité de leur engagement. Loin des coups d'éclat, de la communication, de la politique spectacle, il ressort souvent des élections municipales dans les villages une vérité : rares sont ceux qui élisent plusieurs fois un maire dont l'action pour le village ne le mériterait pas.

Le tir au pigeon avait peut-être du bon.

Seule en lice, la liste « Pour Margny-sur-Matz 2026 » conduite par Baptiste de Fresse de Monval a été élue dès le premier tour avec 185 voix, soit 100 % des suffrages exprimés. Sur 400 inscrits, 216 électeurs ont voté, soit une participation de 54 %. Le scrutin a compté 7 bulletins blancs et 24 bulletins nuls. Baptiste de Fresse de Monval a ensuite été réélu maire de Margny-sur-Matz par le nouveau conseil municipal.

Perdre, sans perdre l'essentiel

—Maxence Gille

Ancien maire de Lizy-sur-Ourcq (77)

Maire sortant de Lizy-sur-Ourcq, commune de Seine-et-Marne d'un peu plus de 3 500 habitants, Maxence Gille aborde les municipales de 2026 avec un bilan, une équipe renouvelée et des raisons solides de croire à sa réélection. Il est pourtant battu de quelques dizaines de voix. De la sérénité du matin au dépouillement qui fait progressivement basculer l'élection, il raconte de l'intérieur ce moment particulier où un maire comprend que le mandat qui lui avait été confié va lui être repris. Une défaite qui rappelle ce que la proximité peut parfois faire oublier : connaître sa commune, être apprécié de ses habitants ou être convaincu de son bilan ne donne aucun droit sur leurs suffrages. Huit ans après être devenu maire presque par surprise, Maxence Gille quitte ainsi la fonction dans la même salle où il l'avait conquise, avec une conviction : le pouvoir municipal n'est jamais possédé, seulement confié pour un temps.

« Si tu peux rencontrer Triomphe après Défaite et recevoir ces deux menteurs d'un même front... »
Rudyard Kipling¹

Le souvenir le plus marquant de ma campagne municipale de 2026 est sans aucun doute la soirée des résultats. Comme maire en exercice, je présidais l'un des deux bureaux de vote de la commune. En arrivant le matin, j'étais plutôt serein. Sans excès de confiance, mais avec le sentiment d'avoir des raisons objectives de l'être.

J'avais bâti patiemment et longuement ma liste, en veillant surtout à construire un véritable collectif, plutôt qu'à assembler des personnalités qui ne s'entendraient pas forcément entre elles. C'était une erreur que j'avais commise lors de mes précédentes élections, et l'expérience m'avait appris qu'une équipe municipale devait pouvoir durer.

Nous avons surtout remis de l'ordre et modernisé la mairie, paré aux situations les plus pressantes et redonné un cap et des objectifs. Nous avons également posé les premiers jalons des grands projets d'envergure que nous comptons développer pendant ce nouveau mandat.

Je savais pourtant que ce bilan pouvait paraître insuffisamment concret. Certains dossiers à l'arrêt nous avaient pénalisés. Même si nous avions pris le temps d'en expliquer les raisons et les contraintes, le fait de ne pas voir certaines situations évoluer suffisamment pouvait provoquer de la déception, voire de la défiance.

Je craignais surtout l'apparition d'un candidat tout nouveau, comme je l'avais été huit ans auparavant. La nouveauté a cet avantage : elle n'a pas de passif. Avec un nouveau visage, tout peut sembler possible. Les électeurs peuvent se dire qu'avec quelqu'un d'autre, les choses prendront nécessairement une autre tournure.

Je savais donc que l'élection serait probablement plus serrée que la dernière. Mais mon opposante étant la même que la fois précédente, et ayant été auparavant ma première adjointe, je pensais qu'elle aurait plus de difficulté à incarner un changement crédible. À mes yeux, les électeurs savaient qui elle était, ce

1. Rudyard Kipling, « If — », dans *Rewards and Fairies*, Londres, Macmillan, 1910 ; adaptation française d'André Maurois, « Tu seras un homme, mon fils », dans *Les silences du colonel Bramble*, Paris, Grasset, 1918.

qu'elle avait fait et d'où elle venait. Elle ne représentait pas cette possibilité nouvelle et inconnue qui pouvait séduire ceux qui souhaitaient voir les choses changer. Au fond de moi, je pensais donc que nous avions quelques longueurs d'avance.

La journée de vote n'a pourtant pas tout à fait ressemblé à ce que j'avais imaginé. Beaucoup d'habitants continuaient à me témoigner leur sympathie avec chaleur, comme ils l'avaient toujours fait. D'autres, en revanche, semblaient plus réservés que d'habitude. Quelques-uns que j'imaginais naturellement acquis à notre liste paraissaient plus proches de l'opposition. À l'inverse, certaines personnes que je pensais favorables à nos adversaires venaient échanger avec moi avec beaucoup de cordialité. À mesure que les heures passaient, j'avais le sentiment que les équilibres se faisaient et se défaisaient sous mes yeux, sans qu'aucun camp ne prenne véritablement l'ascendant.

Mon esprit, lui, me disait que j'avais de la marge. Le bilan, les projets, la qualité de notre programme et les résultats de la dernière élection me conduisaient à penser que nous étions devant. Mais mon ressenti me disait autre chose : attention, ça va être serré. Et je savais aussi que, par le passé, mon esprit avait souvent eu davantage raison que mon ressenti.

Au milieu de la journée, je suis parti marcher quelques dizaines de minutes avec ma femme, notre fille et notre chien. Nous avons croisé un habitant qui m'a demandé comment je le sentais. Je lui ai répondu, très sincèrement : « Je pense que ça va bien se passer. » C'était ce que je croyais encore.

Puis les enveloppes ont commencé à s'ouvrir. Très vite, j'ai compris que quelque chose se passait. Une table donnait l'avantage à notre liste, la suivante à celle de nos concurrents. Les écarts étaient faibles. Ils se compensaient presque parfaitement. À cet instant, je n'ai pas ressenti de panique. J'ai simplement commencé à envisager que le scénario de la défaite devenait plus probable que celui de la victoire.

Le comptage avançait lentement, presque péniblement. Chacun suivait les piles de bulletins avec une attention fébrile. Lorsque le résultat du premier bureau est finalement tombé, le verdict était de sept voix d'avance pour la liste d'opposition.

Cette annonce a semblé surprendre tout le monde. J'ai vu mes colistiers comprendre que la soirée ne prendrait sans doute pas la tournure espérée. Mais j'ai également vu les visages de nos adversaires se fermer. Eux aussi paraissaient surpris. Sans doute avions-nous tous fini par nous convaincre que nous gagnerions. La seule différence tenait peut-être à l'ampleur de la victoire que chacun imaginait.

En attendant les résultats du second bureau, que je pressentais plutôt négatifs, j'ai pensé à un autre soir, huit ans plus tôt, dans cette même salle, à l'occasion d'une élection municipale partielle. J'étais alors un candidat presque inconnu. Quelques minutes avaient suffi pour faire de moi le maire de ma commune. Ce soir-là, dans le même décor, il en a fallu tout autant pour me défaire.

Cette pensée m'a immédiatement apaisé. Ce que les électeurs vous donnent, ils peuvent vous le reprendre. C'est même le principe de la démocratie. Lorsque j'avais été élu, je n'avais pas considéré cette victoire comme un droit acquis. Il aurait été incohérent de considérer ma défaite comme une injustice.

Les résultats du second bureau sont finalement tombés, annonçant la victoire de nos opposants de plusieurs dizaines de voix. Après l'annonce des résultats, mes parents sont venus à ma hauteur. J'ai vu la surprise dans leur regard, de la déception pour moi, mais aussi beaucoup de tempérance. Ma mère a eu ces mots : « C'est peut-être un mal pour un bien. » Sur le moment, j'aurais pu ne pas être en mesure de recevoir sereinement cette remarque. Pourtant, elle a trouvé un écho immédiat.

Être maire est un immense honneur. C'est aussi une responsabilité qui envahit chaque journée, chaque week-end, parfois chaque nuit. Depuis quelque temps déjà, je sentais cette fatigue s'installer. J'aimais profondément cette fonction, mais elle avait aussi un coût personnel que l'on évoque rarement.

Je n'ai pas quitté cette salle en faisant le bilan de mes huit années de mandat. Je n'ai pas revu le film de tous les projets réalisés ou des combats menés. J'ai simplement accepté que cette histoire s'arrête là.

Les campagnes électorales nous apprennent beaucoup sur les autres. Celle-ci m'a surtout appris quelque chose sur moi-même : on peut perdre une

élection sans perdre l'essentiel. Les électeurs choisissent un maire, pas la valeur d'un homme. Et lorsqu'on a eu la chance d'exercer cette responsabilité, la plus belle manière d'en respecter l'esprit est peut-être d'accepter, avec la même dignité, le moment où elle prend fin.

Le 15 mars 2026, la liste « Lizy en commun » conduite par Maxence Gille recueille 45,51 % des suffrages exprimés, soit 405 voix. Elle est battue dès le premier tour par la liste « Lizy ensemble et pour tous » conduite par Cindy Moussi-Le Guillou, son ancienne première adjointe, qui obtient 54,49 % des voix, soit 485 suffrages. La participation s'établit à 45,63 %. La liste victorieuse obtient 21 des 27 sièges du conseil municipal, contre 6 pour celle de Maxence Gille. Après huit années à la tête de Lizy-sur-Ourcq, celui-ci quitte ses fonctions de maire.

Faire commun pour faire commune : pour une écologie populaire

—Mohamed Gnabaly

Maire de L'Île-Saint-Denis (93)

Maire de L'Île-Saint-Denis depuis 2016, Mohamed Gnabaly dirige une commune populaire de Seine-Saint-Denis de près de 8 800 habitants, où se côtoient 85 nationalités d'origine, près de 60 % de logements sociaux et un taux de pauvreté de 32 %. Héritière de plus de vingt-cinq ans de politiques écologistes, la ville connaît aujourd'hui d'importantes transformations : rénovation du parc social et des équipements publics, alimentation biologique dans les cantines, renaturation des espaces publics, mais aussi arrivée de nouveaux habitants et attractivité croissante du territoire. Dans ce contexte, Mohamed Gnabaly défend une « écologie populaire » qui refuse de choisir entre ambition environnementale et justice sociale. Son récit pose une question centrale pour de nombreux territoires populaires : comment transformer profondément une ville tout en permettant à ceux qui y vivent de bénéficier de cette transformation et d'y conserver leur place ?

“ Transformer ne doit pas signifier remplacer. ”

Comment transformer profondément une ville populaire sans fracturer la communauté qui l'habite, ni remplacer ceux qui y vivent ?

C'est, au fond, la question qui guide mon action. Je crois qu'il faut placer la barre très haut, mais ne jamais confondre ambition et passage en force. Un maire doit protéger, assumer la transformation et créer les conditions pour que les habitants puissent en comprendre le sens, y prendre part et en ressentir les bénéfices. C'est cela, pour moi, l'écologie populaire.

L'Île-Saint-Denis est une petite ville de près de 8 800 habitants, très diverse, avec 85 nationalités d'origine, près de 60 % de logements sociaux, 28 % de familles monoparentales et un taux de pauvreté de 32 %.

Et pourtant, l'écologie y est une histoire ancienne. En 1995, naît la dynamique de L'Île Vivante. En 2001, une liste citoyenne, écologique et solidaire conduite par Michel Bourgain, candidat vert, remporte la mairie. Depuis, une culture politique s'est installée : ici, l'écologie n'est pas pensée comme un supplément réservé à ceux qui auraient déjà tout le reste. Elle doit servir à mieux vivre.

Je suis élu au conseil municipal en 2014 et deviens adjoint. Deux ans plus tard, après le départ de Michel Bourgain pour raisons de santé, je deviens maire.

Au début, j'étais surtout un maire de dossiers. Je voulais tout comprendre, tout maîtriser, sécuriser chaque projet. C'était utile, mais j'ai vite compris que ce n'était pas suffisant.

À partir de 2020, la ville entre dans une phase de transformation très intense. La restauration scolaire évolue jusqu'au 100 % bio et au fait-maison. Les rénovations énergétiques du parc social et des équipements publics avancent. Les espaces publics changent. La nature prend davantage de place. Mais ce qui compte n'est jamais la transformation pour elle-même.

Rénover un logement, c'est réduire les charges et mieux supporter la chaleur comme le froid. Servir une alimentation bio et accessible à la cantine, c'est permettre à tous les enfants de manger des produits de qualité, quel que soit le revenu de leurs parents. Donner plus de place à la nature, c'est offrir des lieux où respirer, jouer, se retrouver. L'écologie devient populaire lorsqu'elle protège, prend soin et améliore concrètement la vie.

Elle pose aussi une autre question : qui profitera demain de l'amélioration du territoire ? Pour moi, il existe un droit à rester. Une ville qui devient plus agréable, plus verte et plus attractive doit d'abord bénéficier à celles et ceux qui y vivent. Elle ne doit pas devenir inaccessible à ceux qui ont contribué à son histoire. Transformer ne doit pas signifier remplacer. C'est aussi ce qui a changé ma manière d'être maire.

Je suis progressivement sorti de mes dossiers pour aller davantage sur le terrain. La ville est petite, je peux la connaître rue par rue, être présent dans les fêtes, les mobilisations, les moments heureux comme dans les périodes plus difficiles. Le samedi matin, je reçois les habitants pour parler d'un problème ou d'un projet.

J'ai appris qu'on ne transforme pas une ville uniquement en maîtrisant les politiques publiques. Il faut connaître les personnes qui vont vivre les décisions que l'on prend, comprendre leurs inquiétudes, leurs attentes, leurs résistances.

Dans une petite collectivité avec des équipes à taille humaine et beaucoup de projets à mener, cette proximité va de pair avec une autre exigence : le collectif. Il faut savoir réunir les agents, les habitants, les associations, les bailleurs et les partenaires autour d'un cap commun.

La campagne de 2026 a beaucoup porté sur cette question. L'Île-Saint-Denis évolue. De nouveaux habitants arrivent. Les générations, les quartiers et les trajectoires sociales ne vivent pas toujours les transformations de la même manière. Notre choix a été de créer des ponts plutôt que d'installer des camps.

Nous avons largement renouvelé notre équipe et donné davantage de place à une nouvelle génération d'habitants engagés dans les quartiers, avec une exigence simple : vouloir agir et savoir jouer collectif.

Une phrase résumait bien notre démarche : « Il y a de la place pour chacun. » Faire commun ne signifie pas nier les différences. Cela signifie construire, au-delà d'elles, une communauté politique commune. C'est cela, « faire commun pour faire commune ».

J'ai également appris à refuser les assignations. Mes origines sénégalaises ou mon histoire familiale ont parfois servi à tenter de m'enfermer dans une catégorie. Je ne nie rien de ce que je suis, mais je refuse que cela dise à lui seul qui je serais censé représenter.

Dans une ville aussi diverse, le maire ne peut pas être le représentant d'une communauté parmi les autres. Sa responsabilité est précisément de créer les conditions d'une communauté politique commune.

Une campagne reste un moment où les émotions sont fortes. Les rumeurs et les fausses informations peuvent vite nourrir les peurs et les colères. Mais l'expérience m'a appris qu'on ne répond pas à ces colères uniquement par des arguments. On y répond par la présence, par des politiques publiques, dont les effets peuvent être vécus, par des espaces où les désaccords peuvent s'exprimer sans devenir des fractures.

Cette question vaut bien au-delà de L'Île-Saint-Denis : comment réhumaniser les politiques publiques pour que les citoyens sentent de nouveau qu'elles agissent réellement sur leur vie ?

Sur l'écologie, notre ville bénéficie aujourd'hui de plus de vingt-cinq ans d'expérience. Mon prédécesseur nageait souvent à contre-courant. Beaucoup de ses intuitions sont devenues des évidences face au dérèglement climatique.

Le débat n'est donc plus seulement : faut-il transformer nos villes ? Il est devenu : comment les transformer, pour qui et avec qui ?

L'écologie populaire ne consiste pas à revoir nos ambitions à la baisse au prétexte qu'elles seraient plus difficiles à accepter dans les territoires populaires. C'est tout l'inverse : viser très haut, tout en faisant de chaque transformation un progrès concret dans la vie quotidienne.

Protéger. Prendre soin. Permettre à chacun de grandir et de trouver sa place. Faire commune. Pour moi, l'enjeu des prochaines années est là : tenir un cap ambitieux, décider et assumer la transformation sans considérer que la volonté politique autorise à passer en force.

Faire avec les habitants n'affaiblit pas l'autorité politique. Cela lui donne du sens.

Le 15 mars 2026, la liste conduite par Mohamed Gnabaly remporte l'élection municipale de L'Île-Saint-Denis dès le premier tour avec 52,75 % des suffrages exprimés. La participation atteint 62,16 %, soit le taux le plus élevé de Seine-Saint-Denis. Mohamed Gnabaly est ainsi réélu maire de la commune.

De 5 % à la mairie : construire l'alternative

—Karim Juhoor

Maire de Saint-Leu (La Réunion)

En 2020, Karim Juhoor entre en politique à Saint-Leu, ville de près de 37 000 habitants sur la côte ouest de La Réunion, sans parti ni appareil. Son mouvement citoyen recueille alors 5 % des voix. Six ans plus tard, après plusieurs campagnes et un patient travail d'implantation locale, il remporte la mairie face à deux figures installées de la politique réunionnaise. Mais le récit de cette conquête devient aussi celui de ce qu'il découvre une fois élu : dans un territoire confronté à la vie chère, au déclassement et à de fortes inégalités, les habitants se tournent vers le maire pour obtenir des réponses à des difficultés qui dépassent largement ses compétences. De son parcours – des premiers 5 % à la mairie –, Karim Juhoor tire ainsi une interrogation plus large : que devient la démocratie lorsque le pouvoir dont les citoyens se sentent le plus proches n'est pas celui qui dispose des principaux leviers pour agir sur leur vie ?

“ À La Réunion, nous avons peut-être fait le deuil d'une certaine politique nationale. Ce dont nous n'avons pas fait le deuil, c'est de la politique elle-même. À condition qu'elle puisse encore changer quelque chose à nos vies. ”

En 2020, je suis entré en politique sans parti, sans appareil et presque sans expérience. Six ans plus tard, après plusieurs campagnes, beaucoup de porte-à-porte, des défaites, des attaques et des rencontres, j'ai remporté la mairie de Saint-Leu face à deux figures bien installées de la politique locale.

Entre les deux, il y a une histoire qui commence avec 5 % des voix. À l'époque, presque personne ne nous imagine capables de gagner un jour. Mais ces 600 électeurs ont suffi à nous convaincre d'une chose : une autre offre politique pouvait trouver sa place à Saint-Leu. Pendant six ans, nous avons travaillé à l'élargir. Jusqu'à devenir l'alternative.

Saint-Leu est la commune d'origine de ma mère et celle où j'ai grandi. Mon grand-père était ouvrier à la sucrerie Stella Matutina, aujourd'hui devenue un musée, juste au-dessus de la ville. Je suis aussi descendant d'engagés, ces travailleurs venus à La Réunion après l'abolition de l'esclavage pour travailler notamment dans les plantations et les usines, pour des

salaires très faibles et dans des conditions extrêmement dures. Mon père, lui, vient de l'île Maurice.

Cette histoire compte dans mon engagement. Elle raconte une partie de l'histoire économique et sociale de La Réunion, mais aussi ce que les générations suivantes ont cherché à conquérir. Ma mère est devenue cheffe d'entreprise et a notamment utilisé cette réussite pour financer nos études. J'y vois une forme de revanche des générations qui viennent après : se saisir de l'éducation, puis de l'économie, pour gagner en autonomie.

J'ai eu un parcours très académique. Je suis passé par Polytechnique Montréal avant de faire un stage en Irlande, puis de revenir à La Réunion pour réaliser une thèse sur la mécanique des fluides appliquée aux bâtiments. Après quelques années comme chercheur au sein d'une entreprise, j'ai décidé de créer la mienne. C'est pratiquement au même moment, en 2020, que je suis entré en politique.

Planter une graine

L'Union Saint-Leusienne est un mouvement citoyen que j'ai lancé après avoir fait le constat des limites du modèle politique proposé localement : un paysage très polarisé, structuré autour de personnalités et de rapports de force anciens, qui laissait peu de place au débat d'idées et finalement assez peu à la résolution concrète des problèmes quotidiens des habitants.

Pendant des années, la vie politique de Saint-Leu avait été dominée par Thierry Robert. Lorsqu'il a cessé d'être maire en 2017 après avoir été déclaré inéligible, Bruno Domen lui a succédé avec une grande partie de la même équipe. Le système semblait particulièrement difficile à bousculer.

En 2020, je me lance donc dans ma première campagne avec une liste composée d'entrepreneurs, d'artisans, d'amis d'enfance, de personnes qui, pour beaucoup, n'étaient pas issues de la politique.

Nous faisons énormément de porte-à-porte. C'était très humain, mais très, très intense. On s'est sentis testés pendant ces longues sessions et je pense que cela m'a forgé politiquement. Il fallait écouter, argumenter, parfois encaisser, et surtout comprendre ce que les habitants attendaient réellement de nous.

Notre programme partait des urgences de la commune : l'adaptation au changement climatique, les équipements scolaires, le développement d'un tourisme plus vertueux. Mais derrière ces propositions, il y avait déjà une conviction plus profonde : on ne peut pas penser les politiques publiques à La Réunion comme si elles s'appliquaient à un territoire continental. L'insularité, les distances, le coût des importations, la pression foncière, les difficultés de déplacement, les inégalités sociales ou encore l'exposition au changement climatique produisent des réalités particulières. Nous voulions partir de Saint-Leu plutôt que reproduire des solutions conçues ailleurs.

Au premier tour, nous obtenons 5 % des suffrages. Juste assez pour être remboursés. Sur le papier, ce n'était pas grand-chose. Pour moi, ces 5 % étaient, au contraire, une raison d'espérer : environ 600 personnes croyaient déjà en nous alors que nous étions

inconnus et sans appareil politique. Ces 600 voix ont été mon moteur pendant les six années suivantes. La graine était plantée.

Nous avons surtout décidé de ne pas disparaître entre deux élections. Pendant la crise sanitaire, nous avons, par exemple, créé un groupe Facebook, « Le confinement », à travers lequel nous avons organisé des collectes de colis alimentaires et différents réseaux d'entraide. Notre mouvement commençait à exister autrement que dans les urnes.

La bascule

En 2021 arrive notre deuxième campagne. Nous atteignons le second tour des élections départementales face à une coalition de responsables politiques installés. On sent alors que quelque chose commence à basculer.

D'une campagne à l'autre, nous apprenons, nous nous organisons, nous élargissons notre réseau. Je me présente également aux élections législatives sous mon propre nom. Il s'agit aussi de rester dans le débat politique, de continuer à défendre nos idées et de rendre progressivement notre alternative crédible.

Lorsque les municipales de 2026 arrivent, nous ne sommes donc plus les inconnus de 2020. Nous sommes mieux organisés et plus structurés, mais toujours sans appareil politique et avec une faible couverture médiatique. Face à nous, deux hommes disposent d'une forte implantation : Thierry Robert, redevenu éligible, et Bruno Domen, le maire sortant qu'il avait installé à sa succession.

La campagne est très violente. Les attaques deviennent parfois personnelles. Les origines de mon père ou encore mon âge sont utilisées pour essayer de faire de moi quelqu'un qui ne serait pas légitime à devenir maire de Saint-Leu.

À ces attaques, ma réponse était assez simple : Saint-Leu est la ville de ma mère, celle de mon grand-père ouvrier à Stella Matutina, celle où j'ai grandi et celle où j'ai choisi de vivre et travailler. La légitimité s'acquiert par le combat et le travail de terrain !

Forts des campagnes précédentes, nous ne nous sommes pas laissé déstabiliser. Nous avons organisé des ateliers citoyens dans tous les quartiers pour co-construire notre programme et produit des vidéos avec des mises en situation parfois théâtrales pour aborder les problèmes concrets du quotidien des Saint-Leusiens. Sans appareil ni grande couverture médiatique, il fallait inventer nos propres manières d'aller chercher les habitants.

Cette fois, notre objectif est d'atteindre le second tour. Il faut franchir une nouvelle barrière psychologique. Nous y arrivons. Mais en troisième position. Thierry Robert obtient plus de 40 % des voix au premier tour ; Bruno Domen en recueille 22 % ; nous sommes à 16 %.

« Personne n'a jamais gagné avec 16 % »

Dès le soir du premier tour, devant notre permanence, j'appelle publiquement Bruno Domen à se retirer. Son score constitue à mes yeux un désaveu de l'équipe municipale sortante.

Nous nous parlons dès le lendemain, puis nous nous rencontrons. Malgré nos désaccords politiques et les fortes pressions qu'il subit, il décide finalement de ne pas se maintenir.

Je rencontre chacun des autres candidats. Aucun ne m'apporte officiellement son soutien. Mathématiquement, leurs électeurs peuvent faire basculer l'élection, mais il n'y aura ni grande coalition ni accord d'appareils.

Arrive donc le second tour : nous, les outsiders partis de 16 %, face à Thierry Robert, arrivé très largement en tête. Lors du débat de l'entre-deux-tours, il me lance avec beaucoup de mépris : « Personne n'a jamais gagné avec 16 % des voix. » Sur les réseaux sociaux, c'est la guerre ouverte. Le jour du vote, la tension est très forte autour des bureaux. En face, ils sont certains de leur victoire.

Puis commencent les dépouillements. Nous comprenons assez rapidement, avec beaucoup de surprise,

que nous sommes très largement devant dans plusieurs bureaux. Je suis extrêmement ému ce soir-là. Pendant toute cette campagne, j'ai eu peur pour ma ville. Nous gagnons finalement avec un peu plus de 340 voix d'avance. Et surtout, la participation augmente fortement entre les deux tours.

Le nom que nous avons choisi six ans auparavant prend alors tout son sens : l'Union Saint-Leusienne. Des habitants qui n'avaient pas voté pour nous au premier tour se sont mobilisés pour rendre l'alternance possible. Nous avons commencé avec 600 voix et 5 %. Six ans plus tard, sans appareil politique, sans soutien officiel des autres candidats et en partant de la troisième place, nous arrivions à la mairie. Ce qui avait changé entre-temps n'était pas seulement notre score. Nous étions devenus une possibilité.

Là où l'on croit encore à la politique

Depuis que je suis maire, je mesure pourtant le paradoxe de cette victoire. Les habitants semblent avoir placé énormément d'espoir dans le local au moment même où les communes ont de moins en moins de moyens pour répondre aux difficultés auxquelles ils sont confrontés.

J'ai parfois le sentiment qu'une partie de la population réunionnaise a fait le deuil de la politique nationale. Sur les salaires, les droits sociaux, l'immigration, les grandes décisions économiques, les habitants savent que tout se décide loin d'ici. Les élections nationales continuent à susciter une forte mobilisation, mais de plus en plus sous la forme d'un vote de colère et d'une polarisation. Pour obtenir une réponse à leurs problèmes quotidiens, en revanche, les habitants se tournent vers nous.

Et les gens m'appellent toute la journée. Ils m'appellent pour leur facture, pour une place en crèche, pour la cantine, pour l'eau, pour l'emploi, parfois pour la santé. Beaucoup de ces sujets ne relèvent pas directement du maire. Mais le maire est là. Ils savent où le trouver. Ils peuvent lui parler. Alors, la mairie

devient progressivement le réceptacle de difficultés qui relèvent en réalité de choix économiques et sociaux beaucoup plus larges.

À La Réunion, cette contradiction est particulièrement forte parce que nous traversons ce que j'appellerais une crise économique silencieuse. On parle trop peu de l'appauvrissement des classes moyennes et du déclassement. Ce phénomène existe partout en France, mais il est amplifié ici par la vie chère. Les salaires ne suivent pas suffisamment l'augmentation des prix. Et surtout, tout le monde n'est pas protégé de la même manière : certains fonctionnaires bénéficient d'une majoration de traitement liée au coût de la vie, alors qu'un salarié payé au smic reste payé au smic.

Cette différence finit par structurer le territoire lui-même : le logement, la consommation et certains services s'adaptent aussi au pouvoir d'achat de ceux qui disposent de revenus majorés, tandis qu'une partie des salariés du privé doit absorber les mêmes prix avec des revenus beaucoup plus faibles.

Cette vie chère n'est d'ailleurs pas uniquement la conséquence de notre éloignement géographique. Elle est aussi liée à la concentration économique et à des situations de monopole ou d'oligopole qui plongent leurs racines dans l'histoire de La Réunion. Après l'abolition de l'esclavage, les anciens propriétaires ont été indemnisés ; le capital et la propriété sont restés fortement concentrés. Cette histoire économique continue de peser dans les représentations contemporaines de la richesse et du pouvoir.

Pour quelqu'un comme moi, petit-fils d'ouvrier et descendant d'engagés, cette histoire n'est pas abstraite. Elle nourrit aussi le sentiment que les générations qui viennent après doivent conquérir leur place. Dans ma famille, cela s'est fait par l'entreprise et par les études. Ma mère est devenue cheffe d'entreprise et a financé nos études. Mon propre parcours d'ingénieur, d'entrepreneur puis de maire s'inscrit aussi dans cette histoire.

C'est pourquoi, à La Réunion, la question du pouvoir d'achat rencontre immédiatement celle de la justice. Lorsque les habitants constatent que les prix augmentent, que certaines positions économiques restent extrêmement concentrées et que les pouvoirs publics semblent incapables de modifier réellement les règles du jeu, la colère ne porte pas seulement sur

le prix d'un panier de courses. Elle porte sur le sentiment que le système reste profondément inégalitaire.

Des lois existent pourtant. La loi Lurel de 2012 avait précisément pour ambition de lutter contre la vie chère dans les outre-mer, notamment en renforçant la concurrence et les possibilités d'intervention sur la formation des prix. Mais avoir une loi ne suffit pas. Encore faut-il suivre son application, contrôler les pratiques et accepter d'affronter réellement les intérêts économiques concernés.

J'ai le sentiment que l'État n'affronte pas suffisamment ce problème. Et pendant ce temps, l'appauvrissement gagne. Nous l'avons constaté très concrètement en étudiant les impayés de cantine à Saint-Leu : ils ne concernent plus seulement les familles les plus pauvres. Ils touchent désormais aussi les classes moyennes. C'est un indicateur extrêmement préoccupant. Une famille peut travailler, disposer de revenus réguliers et commencer malgré tout à ne plus réussir à payer la cantine de ses enfants.

Alors nous essayons d'agir à notre niveau. Nous avons décidé d'offrir le petit-déjeuner dans les écoles deux jours par semaine. Cela peut paraître très éloigné des grands débats politiques. Pour moi, c'est exactement l'inverse : on ne peut pas accepter que des enfants arrivent à l'école le ventre vide.

Mais cette mesure montre aussi la limite du système. La commune compense comme elle peut un appauvrissement qu'elle n'a pas les moyens de combattre à sa source. Dans le même temps, ses propres ressources sont contraintes et les dotations de l'État diminuent. Je pourrais augmenter les impôts locaux pour financer davantage de politiques publiques, mais je sais parfaitement à quelle population je m'adresse : je ne peux pas demander toujours plus à des ménages qui commencent déjà à ne plus réussir à payer la cantine.

Le problème dépasse d'ailleurs largement les catégories administratives traditionnelles de la pauvreté. Les zonages de l'éducation prioritaire ne recouvrent pas toujours les fragilités que nous constatons sur le terrain. Les classes moyennes peuvent être trop aisées pour bénéficier de certains dispositifs sociaux et pas assez pour payer les solutions privées.

La question des crèches en est un bon exemple. Des familles ne sont pas prioritaires selon les critères sociaux, mais n'ont pas les moyens de faire garder leurs enfants autrement. Et lorsque aucune solution n'existe, ce sont encore très souvent les femmes qui arrêtent ou réduisent leur activité professionnelle. La perte de revenu accroît alors la fragilité du ménage. Le déclassement devient une mécanique.

Et derrière le pouvoir d'achat apparaissent des questions encore plus fondamentales. Il y a l'eau potable. Dans certains secteurs, des habitants doivent encore acheter de l'eau en bouteille parce qu'ils ne peuvent pas compter en permanence sur une eau répondant à leurs besoins. Il y a la santé. Pour certains traitements spécialisés indisponibles sur l'île, des familles doivent se rendre dans l'Hexagone. Certaines organisent des cagnottes pour financer ce déplacement et pouvoir se soigner.

Dans un département français, ces situations posent directement la question de l'égalité réelle. C'est pour cela que je pense qu'il faut sortir d'une conception trop étroite du pouvoir d'achat. Le pouvoir d'achat, ce n'est pas seulement le salaire. C'est aussi ce qu'une société permet de ne pas avoir à acheter individuellement. Une crèche accessible, du périscolaire, une cantine abordable, une eau potable, une école qui nourrit un enfant ou un système de santé capable de soigner sont aussi des politiques de pouvoir d'achat. Quand ces protections collectives reculent, ce sont les familles qui paient la différence.

Or, face à tout cela, le maire se retrouve souvent dans une impasse. Le préfet est un partenaire indispensable de la commune, mais il représente aussi un État chargé d'appliquer localement des décisions prises ailleurs. Quelques jours avant la rentrée, nous avons, par exemple, appris qu'allait être appliquée une réduction considérable du nombre d'emplois aidés qui s'impliquaient jusque-là dans les écoles. Une telle décision a des conséquences immédiates pour nos services et pour des personnes particulièrement fragiles. Pourtant, nous n'avons pas réellement d'interlocuteur politique avec lequel discuter du bien-fondé de cette décision et de son adaptation à la réalité réunionnaise.

Ce qui nous manque, ce n'est pas un représentant supplémentaire de l'État chargé de nous expliquer

une décision nationale. C'est la possibilité de discuter cette décision depuis le territoire et de peser sur elle. C'est peut-être là que notre victoire municipale rejoint une question beaucoup plus large.

À Saint-Leu, Thierry Robert avait choisi pour les municipales une alliance avec le Rassemblement national (RN), après les scores réalisés par celui-ci lors des dernières élections législatives. Cette progression du vote RN ne peut pas être comprise seulement comme une adhésion idéologique. Elle prospère aussi sur un sentiment de relégation, d'injustice et d'abandon : le sentiment que les difficultés sont connues depuis des années, que les textes existent parfois pour y répondre, mais que rien ne change suffisamment dans la vie réelle.

Nous avons essayé de proposer une autre réponse à cette colère. L'Union Saint-Leusienne est née d'une idée très simple : il y a des problèmes à résoudre ; mettons autour de la table ceux qui veulent les résoudre, même lorsqu'ils ne pensent pas la même chose sur tout.

C'est ce que nous avons fait à l'échelle d'une commune. Nous avons construit une alternative citoyenne sans appareil politique, en partant du terrain et des problèmes vécus. En 2020, cela représentait 5 % des voix. Six ans plus tard, nous avons gagné la mairie.

Je ne crois pas que cela signifie que les clivages politiques n'ont plus de sens. Mais je crois que notre expérience dit quelque chose du besoin d'un nouveau modèle politique : une politique qui reparte des problèmes à résoudre plutôt que des camps à préserver, et qui accepte de redonner du pouvoir à ceux qui sont suffisamment proches du terrain pour mesurer les conséquences réelles des décisions.

Car il y a quelque chose de profondément dangereux à laisser s'installer l'idée que la politique nationale ne peut plus rien pour vous et que seul votre maire essaiera encore de trouver une solution. Le local peut être un lieu de reconstruction de la confiance. Il ne peut pas devenir le service après-vente de décisions prises ailleurs.

Si nous voulons éviter que le sentiment d'abandon continue à nourrir la colère et les votes de rupture, il faudra tirer les conséquences de ce que les habitants

nous disent : rapprocher non seulement les élus, mais aussi le pouvoir de décision ; reconnaître que l'égalité ne consiste pas à appliquer partout les mêmes réponses lorsque les réalités sont différentes ; et donner aux territoires les moyens d'agir sur les problèmes dont ils assument déjà quotidiennement les conséquences.

À La Réunion, nous avons peut-être fait le deuil d'une certaine politique nationale. Ce dont nous n'avons pas fait le deuil, c'est de la politique elle-même. À condition qu'elle puisse encore changer quelque chose à nos vies.

Au premier tour des élections municipales du 15 mars 2026, la liste citoyenne « Union Saint-Leusienne », conduite par Karim Juhoor et classée divers centre par le ministère de l'Intérieur, arrive en troisième position avec 16,54 % des suffrages exprimés, derrière la liste de Thierry Robert, également classée divers centre (44,04 %), et celle du maire sortant Bruno Domen, divers centre (22,43 %). Après le retrait de ce dernier, Karim Juhoor remporte le second tour avec 50,87 % des voix, soit 9 994 suffrages, contre 49,13 % et 9 652 voix pour Thierry Robert : un écart de 342 voix. Sa liste obtient 30 des 39 sièges du conseil municipal. Entre les deux tours, la participation progresse de 62,04 % à 65,81 %. Six ans après avoir obtenu 5 % des voix lors de sa première candidature, Karim Juhoor devient maire de Saint-Leu.

Petite excursion en territoire « liste unique »

—Pierre Schmit

Maire d'Hermanville-sur-Mer (14)

Maire depuis 2020 d'Hermanville-sur-Mer, commune littorale de 3 400 habitants du Calvados, Pierre Schmit connaît une configuration électorale fréquente dans les petites communes : pour la deuxième fois consécutive, sa liste est la seule à se présenter devant les électeurs. Mais l'absence d'adversaire ne signifie ni absence de campagne, ni absence d'incertitude. Après une première élection en 2020 marquée par la pandémie et une très faible participation, l'équipe sortante aborde le scrutin de 2026 avec un objectif particulier : convaincre les habitants de se déplacer malgré l'absence de choix. De la difficulté à constituer des listes dans les petites communes à la nécessité de confronter un bilan et un projet aux habitants, Pierre Schmit raconte les paradoxes de la « liste unique » et pose une question démocratique essentielle : sur quoi repose la légitimité d'une équipe lorsque sa victoire est acquise avant même l'ouverture des bureaux de vote ?

“ Seul en lice, le résultat était bien sûr acquis d'avance...
restait évidemment une inconnue, la participation. ”

Lors des élections de mars 2026, 68 % des communes n'ont présenté qu'une seule liste au suffrage des électeurs. Les modifications intervenues peu avant dans l'organisation du scrutin ont été accusées d'en être l'une des causes majeures. Cela a été largement évoqué par les médias et certaines figures politiques, qui, par ailleurs, ne s'intéressent guère à ces territoires du vide politique. On oublie cependant que le phénomène n'est pas nouveau. Si le résultat final est acquis, être à la tête d'une liste unique n'est pas une sinécure. S'il s'agit d'une équipe sortante, elle doit se remettre en cause et réaffirmer sa légitimité.

Hermanville-sur-Mer, à 15 kilomètres au nord du centre de l'agglomération, est l'une des quatre communes composant la façade littorale de la communauté urbaine Caen la mer (275 000 habitants). Petit bourg rural, en bordure des riches terres de la plaine de Caen, la commune a connu, à partir du dernier quart du XIX^e siècle, l'édification sur le cordon dunaire d'une petite station balnéaire dont subsiste aujourd'hui un très bel ensemble architectural. Le développement de la station s'est poursuivi jusque dans les

années 1980 et s'est étoffé avec l'aménagement de plusieurs campings et parcs résidentiels de loisir. Le développement de l'agglomération caennaise a, depuis la fin des années 1970, induit une forte demande de logements. Dans un premier temps, c'est plutôt le fait des classes populaires et moyennes, puis, avec le renchérissement du foncier et de la construction, depuis les années 2000, celui de catégories professionnelles plus aisées et de retraités attirés par la proximité de la mer. Depuis une vingtaine d'années, le bourg rural ne fait plus qu'un avec la station balnéaire. L'habitat est à 95 % pavillonnaire et est occupé à 75 % environ par leur propriétaire. Un tiers des logements sont des résidences secondaires.

Aujourd'hui, Hermanville-sur-Mer, avec près de 3 400 habitants (7 à 8 000 l'été), est donc à la fois une commune rurale, balnéaire et résidentielle. La population est assez vieillissante, même si des familles continuent à s'installer grâce à la construction, encore en cours, de près de 200 logements. Le tissu économique local demeure modeste, s'apparentant plus à celui d'un village que d'une petite ville,

tout en étant en bonne santé (campings, commerces de proximité et services). Toutefois, la commune s'inscrit essentiellement dans la dynamique de croissance socio-économique de l'agglomération caennaise où une très large majorité des actifs travaille.

En 1995, une liste qualifiée « divers gauche » a emporté la totalité des sièges du conseil municipal lors d'un scrutin alors « plurinominal majoritaire », actant certainement la mutation démographique de la commune et le poids désormais essentiel des nouveaux habitants, résidant à l'année. Jacques Lelandais, tête de liste, est demeuré maire jusqu'au printemps 2020 lorsqu'il s'est retiré de la vie politique locale. La collectivité a donc été gérée durant vingt-cinq ans par une équipe stable, politiquement diverse, quelque peu renouvelée à chaque échéance électorale. Lors des cinq derniers scrutins municipaux, la liste unique s'est imposée dans le paysage politique, sauf en 2014, où une liste d'opposition avec 36,04% des voix exprimées obtient 4 sièges parmi les 23 du conseil municipal.

Au regard des statistiques nationales, cela n'est pas une exception, puisqu'une large majorité des communes et particulièrement celles de petite taille se trouvent dans ce cas. Mais c'est un peu moins fréquent dans une collectivité comprenant un peu plus de 2 800 électeurs inscrits. Jusqu'en 2013, dans les communes de 1 000 à 3 500 habitants, les listes devaient être complètes, mais le scrutin demeurait plurinominal majoritaire. L'électeur, dans le secret de l'isoloir, selon ses humeurs, ses inimitiés, ses passions, pouvait quelque peu se défouler en rayant des noms ou en ajoutant d'autres. Le dépouillement – qui pouvait durer des heures – ne manquait pas de piquant ; chaque membre de la liste pouvant mesurer sa popularité et se comparer à ses camarades. Il est vrai que cette forme d'expression démocratique ne favorisait guère, sauf exception, les élus sortants les plus actifs dans la gestion locale, et particulièrement la tête de liste.

On peut regretter ce folklore électoral, aujourd'hui disparu même pour les plus petites communes. Il faut néanmoins constater que, malgré le manque de choix, la participation se maintenait, voire dépassait les 60%, sans doute parce qu'il permettait de s'exprimer, de manifester son opinion, même si celle-ci était rarement constructive. En 2014, on aurait pu penser

que la participation allait réellement s'envoler avec deux listes en présence ; elle fut honorable, mais n'atteignit cependant que 67 %, soit seulement 9 points de plus qu'en 2008. Était-ce déjà la marque de l'affaiblissement du souffle démocratique local ?

Les élections de 2020 furent celles de la « succession ». Imaginant une compétition acharnée, notre équipe, comprenant 8 membres issus de l'équipe sortante, s'est préparée plus d'un an à l'avance, pour former les 17 novices, explorer tous les sujets de la vie locale afin d'élaborer des propositions politiques pragmatiques à la hauteur des enjeux locaux et des moyens réels de la collectivité. Dans les semaines précédant l'élection, il est progressivement apparu que nous serions une fois de plus seuls en lice, notre opposition ayant renoncé à monter une liste. La campagne n'a pu être conduite à son terme, la réunion politique finale ayant été annulée au dernier moment du fait de la pandémie. Seuls en lice, le résultat était, bien sûr, acquis d'avance ; restait évidemment une inconnue : la participation. Le goût de la « victoire » s'est avéré amer. L'électeur déserta les bureaux et nous fûmes 23, élus par à peine plus de 27 % du corps électoral. Plusieurs longues semaines plus tard, nous engageons enfin un mandat et notre politique en ayant acquis une très faible légitimité. Tout demeurait donc à construire.

Passons vite sur l'exécution du mandat : comme partout, nous avons vécu les confinements successifs et leurs effets multiples sur l'organisation des services, sur le dynamisme économique et la cohésion sociale ; la crise énergétique puis l'aggravation de la situation des comptes publics, dont certains n'ont pas manqué de faire porter la responsabilité aux collectivités locales. Dans ce contexte de pénurie financière, il a fallu tenter de réparer le lien social en renforçant largement certains axes de notre politique et réaliser ou engager, avec des mois, voire des années de retard, plusieurs des projets structurants inscrits à notre programme. Un atout cependant remarquable : la formidable unité de l'équipe municipale, où aucun des 23 n'a fait défaut, et des (petites) équipes administrative et technique remarquables et dotées d'un vrai sens du service public, du service au public. Six ans, c'est cependant court, très court, surtout quand on est très contraint par des éléments extérieurs non maîtrisés ou plutôt non maîtrisables.

Très vite, la perspective d'un nouveau scrutin pointe à l'horizon. Dix mois avant l'échéance, il faut faire un choix : faut-il se lancer dans un second mandat ou se retirer ? Quid de la vie personnelle et familiale ? Des programmes ont été lancés, mais rien n'est vraiment fini ? Faut-il laisser la place aux plus jeunes ? Après moult hésitations, on se lance ; mais il faut l'avis de l'équipe. Là, c'est un vrai moment de satisfaction, puisque 20 membres souhaitent poursuivre le travail sous la conduite du maire sortant ; les 3 sortants s'estimant trop âgés ou contraints par leur situation personnelle. Vite, il faut compléter la liste, trouver 5 personnes (3 + 2 en complémentaires), dont 1 homme et 4 femmes. Alors que de nombreux collègues éprouvent des difficultés à compléter leur liste, notamment pour obtenir la parité féminine, pour nous, il s'agit de sélectionner parmi les personnes ayant souhaité s'associer à l'équipe. Le poste masculin est vite fourni, mais il nous faut retenir 4 noms parmi une dizaine de candidatures féminines déclarées – un choix difficile non exempt de frustrations chez des personnes volontaires pour s'engager dans la vie publique.

Le nombre de conseillers à élire selon la population est un héritage républicain. Il est presque inversement proportionnel à la taille de la commune. À 3 400 habitants, il faut 23 conseillers ; 55 seulement sont nécessaires dans une ville de 100 000 habitants. Trouver des candidats motivés, représentatifs, compétents dans notre strate communale peut donc s'avérer être un vrai obstacle à la pluralité. Diminuer le nombre de conseillers de façon significative (15, par exemple, dont tous pourraient avoir une délégation) serait sans doute une voie à étudier.

Le travail programmatique s'engage parallèlement avec la réévaluation des enjeux du territoire : enjeux démographiques, sociaux et sociétaux, transition énergétique et climatique du territoire, préservation de la biodiversité et du cadre de vie, enjeux littoraux, organisation des mobilités intra et extracommunales..., et bien sûr la place de la commune dans le territoire communautaire et la convergence de nos intentions avec le projet de territoire et les politiques conduites à l'échelle de la communauté urbaine. En bref, quelques soirées « tempête de cerveau », d'explications, de formation ou de réappropriation des sujets. Intellectuellement, cela fait du bien et permet

de remettre en perspective et de redonner du sens à l'action publique, qui se perd parfois dans les méandres de la vie quotidienne et les urgences. Cependant, ce sont des dizaines de diapositives, des pages et des pages de bilan et de projets à réduire en un document synthétique de quelques pages avec illustrations et photos, dans des termes espérés compréhensibles par tous. Cette tâche est confiée à un groupe d'écriture restreint ; la tentation de l'IA est grande, mais les quelques tests ne sont guère convaincants, et on revient vite aux méthodes conventionnelles. Début janvier 2026, tout est prêt, même la profession de foi, résumé du résumé – un véritable exploit.

Mais un paramètre de l'équation demeure inconnu. Aurons-nous cette fois-ci des adversaires ? Une liste adverse est-elle en préparation dans le plus grand secret ? Dans certaines communes voisines, surgissent parfois des listes au dernier moment ! Le suspense durera jusqu'au bout de la période des déclarations de candidature. Dans cette perspective, avons-nous pris suffisamment en compte les réactions des électeurs que nous aurions fâchés, ceux qui rencontrent des difficultés à penser le collectif au-delà de la clôture de leur propriété, ceux qui se plaignent du niveau élevé des impôts locaux – ce n'est pas faux, à défaut d'autres ressources –, ceux qui ne sont pas d'accord, mais qui s'abstiennent, faute de pluralité lors de l'élection. Les orientations politiques à moyen et long terme sont-elles trop éloignées des préoccupations plus concrètes de certains – l'état des routes et la vitesse, toujours folle, des véhicules, les mauvaises herbes, la propreté du cimetière, la sécurité, la vidéosurveillance, installée partout dans les communes proches ? Autant de citoyens qui pourraient être tentés par un vote contradictoire. L'absence de signal par une opposition rend difficile le positionnement électoral.

Dans les semaines précédant le dépôt de liste est engagée une campagne de proximité tout à fait classique : diffusion du programme dans toutes boîtes à lettres en janvier, porte-à-porte en fin d'après-midi et début de soirée courant février par groupe de deux ou trois pour discuter et inviter à la réunion publique programmée deux jours avant le scrutin. L'accueil est généralement courtois, il y a très peu d'agressivité, quelques remarques sur le voisinage, la tenue du

quartier – chacun trouvant fréquemment le sien moins bien traité que les autres, voire oublié de la collectivité ! –, mais aussi des situations personnelles difficiles et des inquiétudes. On tente de pousser la discussion vers notre vision programmatique et sur les défis environnementaux, climatiques qui nous attendent, mais nous peinons à dépasser les préoccupations personnelles immédiates. Quelques-uns apprennent qu'il y aura des élections dans trois semaines, c'est déjà ça de gagné ! Nous en profitons pour laisser une invitation à la réunion publique et tentons de convaincre de faire le déplacement jusqu'au bureau de vote. Est-ce bien nécessaire s'il n'y a pas le choix ? D'ailleurs, ce n'est pas normal, ça devrait être obligatoire d'avoir le choix ! Certes, mais alors pourquoi n'en créez-vous pas une ? Ah non, pour avoir les emm... ! Les jours passant, il devient évident qu'une fois de plus, notre liste sera seule devant les électeurs. Aussi, l'enjeu ne devient plus de répondre aux éventuelles attaques d'un hypothétique adversaire, mais bien d'obtenir une participation significative.

Une petite centaine de personnes sont venues écouter et débattre lors de la réunion publique. Ambiance sereine, puisque nous n'avons plus à craindre les coups bas de l'adversaire. Nous déclinons nos intentions, expliquons la répartition des compétences entre la commune et l'intercommunalité, le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), bientôt soumis à l'enquête publique, le futur du littoral... Le public est attentif et le débat s'engage, évitant les crottes de chien et le stop de la rue Untel, sur des questions de fond. Finalement, c'est une belle soirée. Dommage qu'elle n'ait concerné qu'à peine 3 % du corps électoral.

Le grand jour arrive ! Les trois bureaux sont installés dans la même salle, c'est plus convivial. Les électeurs

ne se pressent pas, mais un petit flux continu s'installe progressivement en milieu de matinée. Il fait beau. On espère que certains profitant de la douceur printanière sur la plage proche n'oublieront pas le vote. Heureusement, l'eau est encore très froide. Allez, on se fixe mentalement un objectif : 50 % de participation, ça serait bien, presque une réussite. L'après-midi, l'attente est longue... Ce n'est que dans les dernières minutes que l'objectif semble enfin dépassé. 18 heures, c'est la fermeture. La calculatrice se met en marche. 50,88 % de participation, objectif atteint de justesse !

Le dépouillement est, bien sûr, rapide, entrecoupé par la découverte des facéties de quelques citoyens. Quarante-cinq minutes plus tard, sans surprise, la proclamation des résultats annonce le score de la liste : « 100 % » des suffrages exprimés. Ces derniers représentent 45,76 % des inscrits. On peut enfin se rassurer sur la légitimité de notre action, puisque, en considérant même qu'une faible proportion des abstentionnistes n'est pas hostile à notre liste, notre programme est reconnu par une majorité des habitants.

Le verre de l'amitié qui suit l'annonce des résultats prend une saveur particulière !

Le 15 mars 2026, la liste conduite par Pierre Schmit, seule en lice à Hermanville-sur-Mer, obtient 100 % des suffrages exprimés. Sur un peu plus de 2 800 électeurs inscrits, la participation atteint 50,88 %, contre 27 % du corps électoral ayant participé à son élection en 2020. Les suffrages exprimés en faveur de la liste représentent 45,76 % des électeurs inscrits. Pierre Schmit est réélu maire d'Hermanville-sur-Mer pour un deuxième mandat.

Le local de campagne, accélérateur d'attention ?

—Agnès Thouvenot

Première adjointe au maire de Villeurbanne

Première adjointe au maire de Villeurbanne, ville de 163 000 habitants de la métropole lyonnaise, Agnès Thouvenot dirige en 2026 la campagne de la liste « Engagé-es pour Villeurbanne », conduite par le maire sortant Cédric Van Styvendael. Pendant plusieurs mois, elle observe le local de campagne devenir bien davantage qu'un quartier général électoral : un lieu où entrent des habitants parfois éloignés de la politique, des militants occasionnels, mais aussi des personnes venues chercher une écoute ou simplement rompre leur isolement. Dans une grande ville marquée, comme beaucoup d'autres, par la progression de la solitude et la défiance envers les institutions, la campagne devient ainsi un laboratoire inattendu de relations humaines. Agnès Thouvenot en tire une question qui dépasse largement le temps électoral : comment préserver cette capacité à accueillir, écouter et créer du lien une fois les portes du local refermées ?

“ Il nous faut une action politique et publique qui fait de l'éthique de l'attention la matrice de son intervention. ”

Ceci n'est pas qu'un local de campagne dédié aux réunions des organisations politiques, au stockage des tracts, au remplissage des 62 formulaires administratifs pour être candidat. Ceci est un lieu de rencontres.

Elle a poussé la porte du local de campagne au début du mois de février 2026 pour poser une question sur sa demande de logement social. Dès le début de la conversation, je sens qu'elle vient chercher autre chose qu'une réponse à sa situation personnelle complexe qu'elle a déjà exposée à de nombreuses administrations. Son regard balaye les murs du local, se pose successivement sur l'affiche du candidat, sur la pile de programmes stockés sous la table, sur les militants affairés à préparer la prochaine opération. À la question que je finis par lui poser : « Vous avez envie de nous donner un coup de main ? », son visage s'éclaire. Finalement, elle est revenue dans le local de campagne presque tous les jours. Pour prendre un café, poser des questions sur d'autres sujets, puis récupérer des tracts pour faire les marchés ou une sortie de supermarché.



Crédit photo : Fabien Collini.

En quelques semaines, le local est devenu un lieu de rencontres de haute intensité. Des personnes qui ne s'étaient jamais croisées auparavant sont parties bras dessus dessous dans les rues, sur les places, dans les

immeubles, en porte-à-porte. La sociologie politique décrit bien l'effet galvaniseur des campagnes et la capacité à se mobiliser pendant quelques mois ou quelques semaines. Donc rien de neuf, diront les plus expérimentés de la vie militante politique. Sauf que la solitude n'a jamais été aussi forte dans les grands centres urbains. Les baromètres annuels¹ de la Fondation de France dressent un portrait glaçant de l'isolement social dans lequel notre société s'enfonce. 28 % des personnes vivant dans une agglomération de plus de 100 000 habitants se sentent seules, exprimant un sentiment d'abandon, d'exclusion ou d'inutilité. Une solitude qui se renforce à mesure que les ressources financières s'amenuisent, les trajectoires de précarité accélérant très nettement « la suppression des liens d'amitié et de sociabilité », comme le note l'étude de la Fondation de France².

À la différence des campagnes précédentes, beaucoup des engagés des dernières semaines ne sont pas venus de cercles militants convaincus, issus ou non de partis politiques, acquis à la cause. Ils sont venus parce qu'il se passait quelque chose de « sympa, de joyeux ». Presque par hasard. Presque par effraction. Des liens éphémères. Comme si franchir la porte du local générerait finalement une liberté de s'engager ou de s'en extraire sans qu'on demande des comptes. « Je n'aime pas trop les associations, car je sais pas si j'oserai partir si ça ne me plaît pas, m'a confiée une militante. Là, c'est pratique, sur le WhatsApp, je sais ce que je peux faire aujourd'hui, mais si je n'ai pas envie, j'ai pas d'obligation. Je me sens libre. » Des liens que l'on peut « engager, ajuster ou interrompre plus facilement³ ».

« Merci, vous m'avez vraiment écouté et j'ai compris que c'était plus compliqué que ce je croyais. » Pourtant, la conversation avait mal commencé quand cette autre femme était entrée dans le local ce jour de fin février 2026. Avec une forme de brutalité, elle m'avait reproché notre inaction, notre positionnement hors sol, notre désintérêt pour la vie quotidienne. Les reproches s'accumulaient, sans que je puisse glisser un mot. Deux solutions s'offraient à moi : mettre fin à la conversation avec la même rudesse

que la sienne ou bien prendre le temps et espérer nouer une bribe d'échange. Je me souviens des yeux du jeune stagiaire présent dans le local à ce moment-là et qui se demandait quand et comment cela allait finir. Comme à contre-courant d'un militant sûr de sa cause ou d'une élue sortante cherchant à justifier son action, il fallait faire un pas de côté : écouter au lieu de chercher à combler le trou qui se formait entre ce que je savais, ce que je pensais et ce qu'elle me disait ; écouter sans chercher à trouver une solution. Reconnaître ce qu'elle vivait, depuis sa place. Doubter aussi, parce que cette rencontre me déroutait. Écouter, mais poser des lignes rouges sur toute forme de racisme ou d'antisémitisme.



Crédit photo : Fabien Collini.

La campagne est désormais terminée, le local fermé et parce que notre liste a été élue, l'exercice municipal a pris le relais de l'action militante. Mais que sont devenues les centaines de petits morceaux de fraternités élaborés et vécus entre décembre 2025 et mars 2026 ? Si les militants des partis politiques ont retrouvé leurs sections ou groupes locaux, la plupart de ceux qui avaient poussé la porte par hasard n'ont plus de port d'attache. Peut-être que de nouveaux liens ont perduré sans nous. Tant mieux. Mais on peut aisément soupçonner que beaucoup sont repartis seuls, comme ils étaient entrés.

1. « Étude Solitude 2025 : les liens de proximité, pivots de la sociabilité », Fondation de France, 2 février 2026.

2. *Ibid.*, p. 24.

3. *Ibid.*, p. 9.



Crédit photo : Fabien Collini.

Si la liberté et l'égalité ont des lois – certes imparfaites, mais qui ont le mérite d'exister –, la fraternité ne relève pas du législateur, mais de milliers d'engagements individuels et collectifs à son service. Comment ce potentiel de lien social, ces espaces générateurs de rencontres nés des campagnes électorales ne s'évaporent-ils pas ?

Les campagnes n'ont pas le monopole de ces espaces ouverts. Les centres sociaux, les associations, les cafés ont leurs portes grandes ouvertes. Mais comment démultiplie-t-on les compétences des uns et des autres pour capter celles et ceux qui restent au seuil de l'action associative et publique ? Il nous faut, élues et élus, agentes et agents publics, actrices et acteurs associatifs, collectivement investir dans ces compétences qui rendent capables d'accueillir, d'écouter, d'aller vers. Ce sont aussi des nouveaux métiers d'activateurs de liens sociaux comme de nouvelles formes du travail social. Porte-à-porte, tractage, marché, sortie de supermarchés... : il nous faut être collectivement ces ambassadeurs de lien pour aller chercher celles et ceux qui restent sur les seuils.

Le deuxième enseignement concerne la perception usager de l'action publique. Les centaines d'échanges

de la campagne ont incarné ce que nombre de rapports⁴ décrivent avec minutie : l'action publique maltraite. Elle est ressentie comme méprisante⁵, voire violente. Et pourtant, les fonctionnaires qui travaillent au quotidien dans les accueils des mairies, des mairies annexes, des maisons France Services, des centres communaux d'action sociale (CCAS) exercent avec une immense humanité et engagement leurs missions. Mais quelque chose est cassé. L'action publique répond en masse, alors que chacun attendrait une réponse le considérant dans son individualité. Au-delà des démarches administratives absolument nécessaires, comment ces espaces qui renseignent et ouvrent des droits permettent aux administrés de se sentir pleinement accueillis, considérés, écoutés et d'en sortir différents, plus vivants – et non pas avec une forme de ressentiment ou d'amertume ?

Ces pistes d'actions sont imparfaites et incomplètes. Mais elles peuvent constituer une forme de réponse au morcellement de notre société dans un moment aussi où la reconnaissance réciproque des « obligations de l'âme » intrinsèques à la dignité humaine s'affaiblit. Il nous faut une action politique et publique qui fait de l'éthique de l'attention la matrice de son intervention. Une action politique et publique qui ne sépare pas, mais qui génère de l'attachement. Une action publique et politique qui ne dévisage pas le citoyen, mais l'envisage. Alors, la fraternité, même si elle manque de loi, pourra peut-être être un projet politique.

Au second tour des élections municipales de 2026, la liste « Engagé-es pour Villeurbanne », conduite par Cédric Van Styvendael et sur laquelle figurait Agnès Thouvenot, remporte l'élection avec 42,9 % des suffrages exprimés, devant quatre autres listes (Jean-Paul Bret à 16,97 %, Mathieu Garabedian à 16,79 %, Sophie Cruz à 15,01 %, Gérald Canon à 8,64 %). Cédric Van Styvendael est réélu maire de Villeurbanne et Agnès Thouvenot poursuit son mandat au sein de la majorité municipale, en tant que première adjointe.

4. « Stop à la maltraitance institutionnelle », *Journal d'ATD Quart Monde*, n°550, septembre-octobre 2024 et rapports du Défenseur des droits : *Enquête sur l'accès aux droits*, octobre et juin 2025 ; *Droits et usagers du service public*, juin 2024 ; *Lutte contre les discriminations transversales*, février 2024.

5. François Dubet, *Le mépris. Émotion collective, passion politique*, Paris, Seuil, 2025.

Table

des matières

- 01 Préface. 35 000 maires, et si on s'en servait ?
 –**Olivia Fortin, Florian Bercault**
- 03 Cinq questions pour tirer les enseignements des élections municipales
 de 2026
 –**Olivia Fortin, Florian Bercault**
- 08 Un regard sur la démocratie de proximité dans le Revermont
 –**Emmanuel Perrodin**
- 13 Rythmes de campagne
 –**Fabien Aufrechter**
- 16 La mue
 –**Florian Bercault**
- 19 Une campagne d'un genre nouveau
 –**Jean-Yves Brenier**
- 22 Petites villes, grandes transformations
 –**Daniel Cornalba**
- 25 Inclure et co-construire pour transmettre et transformer
 –**Sandrine Cosserat**
- 28 Marseille 2026, ou comment les municipales sont devenues
 le premier acte de la présidentielle
 –**Olivia Fortin**
- 34 Le panachage était peut-être la panacée
 –**Baptiste de Fresse de Monval**
- 37 Perdre, sans perdre l'essentiel
 –**Maxence Gille**
- 40 Faire commun pour faire commune : pour une écologie populaire
 –**Mohamed Gnabaly**
- 42 De 5 % à la mairie : construire l'alternative
 –**Karim Juhoor**
- 48 Petite excursion en territoire « liste unique »
 –**Pierre Schmit**
- 52 Le local de campagne, accélérateur d'attention
 –**Agnès Thouvenot**

Reconnue d'utilité publique dès sa création, **la Fondation Jean-Jaurès** est la première des fondations politiques françaises. Elle est présidée par **Jean-Marc Ayrault**.

Indépendante, européenne et sociale-démocrate, elle se veut depuis plus de trente ans un lieu de réflexion, de dialogue et d'anticipation.

La collection des « Rapports », dirigée par **Laurent Cohen** et **Jérémie Peltier**, répond à l'ambition de faire naître analyses pertinentes et propositions audacieuses, mais aussi de mettre cette production intellectuelle et politique au service de tous.

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes - 75009 Paris

www.jean-jaures.org

POUR FAIRE VIVRE LE DÉBAT, **SOUTENEZ-NOUS !**

Pour poursuivre ses missions d'intérêt général, la Fondation Jean-Jaurès a besoin de votre soutien.

Reconnue d'utilité publique depuis sa création en 1992, elle peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

VOUS ÊTES UN PARTICULIER

Les dons des particuliers bénéficient d'une réduction d'impôts sur le revenu égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable, ou de 75 % de vos dons versés au titre de l'IFI dans la limite de 50 000 euros (les dépassements de ces seuils sont reportables sur cinq ans).

Par exemple, un don de 100 € revient à 34 € pour un particulier imposable.

VOUS ÊTES UNE ENTREPRISE

Les dons des personnes morales de droit privé assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % pris dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires (les dépassements de ces seuils sont reportables sur cinq ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 €, vous pourrez déduire 6 000 € d'impôt, votre participation aura effectivement coûté 4 000 € à votre entreprise.

COMMENT FAIRE UN LEGS ?

Avec la disposition testamentaire du legs, vous pouvez transmettre tout ou partie de votre patrimoine à la Fondation Jean-Jaurès.

Il faut rédiger un testament et le faire authentifier par un notaire. Tout ou partie des biens peuvent être légués, quels qu'ils soient (somme d'argent, titres, œuvres d'art, immeubles...). Il faut respecter la règle de la quotité disponible s'il y a des héritiers, ou, à défaut d'enfants, le conjoint a une réserve d'un quart du patrimoine ; si ce n'est pas le cas, les biens peuvent être légués en totalité.

BULLETIN DE SOUTIEN



Mon soutien à la Fondation Jean-Jaurès

- | | | | |
|------------------------------------|--------------------------------------|--|------------------------------------|
| ☐ 20 euros | ☐ 50 euros | ☐ 100 euros | ☐ 200 euros |
| ☐ 500 euros | ☐ 1 000 euros | ☐ Autre montant _____ euros | |

Je choisis de faire un don :

- ☐ à titre personnel
- ☐ au titre de la société suivante :

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

- ☐ Par chèque, à l'ordre de la **Fondation Jean-Jaurès**
À renvoyer à : Fondation Jean-Jaurès, 12 Cité Malesherbes, 75009 Paris

- ☐ Par virement bancaire, daté du : _____
au profit du compte Fondation Jean-Jaurès
IBAN : FR76 4255 9100 0008 0154 2120
862 BIC : CCOPFRPPXXX

- ☐ Sur HelloAsso



Derniers rapports et études :

09_2026 : La République des lecteurs. Pour en finir avec la mort du livre
Arthur De Grave, Diana Filippova

09_2026 : Le Nutri-Score : dix ans de bataille législative, de l'ombre à la lumière
Camille Chaussinand, Stéphane Besançon, Agnès Buzyn, Juliette Decaudin, David Garbous,
Serge Hercberg, Sandrine Runel, Dominique Schelcher, Mathilde Touvier

09_2026 : La gratuité des transports. Tentative d'analyse d'une idée à la mode
Mathieu Alapetite, Pierre Van Cornewal

09_2026 : Électro-puissance. Le choix français de la réindustrialisation et de la protection
Neil Makaroff, Tristan Beucler, Marin Gillot

09_2026 : Démographie 2050. Quels scénarios et quels choix pour la France ?
Dylan Buffinton

08_2026 : 40 000 morts en dix ans : de la mare nostrum au cimetière méditerranéen
Marie-Arlette Carlotti, Jérôme Darras, Mickaël Vallet

08_2026 : Douze ans à l'épreuve du réel. Réflexions d'un ancien adjoint au maire
Bassem Asseh

08_2026 : Le capitalisme de la solitude. Lutter contre le nouveau fonds de commerce de la tech
Paul Klotz

08_2026 : Trump, Orbán, Meloni : quand l'extrême droite s'en prend aux syndicats
Jean Grosset, David Madland, Tibor T. Meszmann, Emanuele Toscano, Adrienne Woltersdorf

07_2026 : Corps et réseaux sociaux. La fabrique ordinaire du mal-être
Sophie Ferreira, Benoît Heilbrunn

07_2026 : Souvenirs pour demain. De l'exercice de l'opposition à l'exercice du pouvoir
Boris Vallaud

-  fondationjeanjaures
-  @j_jaures
-  fondation-jean-jaures
-  www.youtube.com/c/FondationJeanJaures
-  fondationjeanjaures
-  fondationjeanjaures
-  fondationjjaures.bsky.social
-  bit.ly/4g6UANC

Abonnez-vous !



www.jean-jaures.org

Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS